

Collection Démocratie & Sociétal

Monthome

L'Esprit du Societhon



Hastag #15

**Les 34 épiphénomènes sociétaux responsables de
la restriction des droits et des libertés humaines**

Texte intégral pour lecture gratuite, usage privé et familial

M3 Editions Numériques

www.bookiner.com

Version numérique ISBN : 9791023702187

Sommaire

- . **Introduction**
- . **L'influence décisive des 34 principaux épiphénomènes sociétaux**
- . **Les 5 grandes problématiques institutionnelles**
- . **Une double opposition à combattre**
- . **L'homogénéité de la puissance publique en 2D**
- . **Clivage, sélection et complémentarité mentale**
- . **Des exemples 2D appliqués à l'humain**
- . **L'entrisme du 2D et le causalisme primaire**
- . **La systématisation en 2D**
- . **Résister comme moyen d'apporter le changement**
- . **L'irresponsabilité des systèmes face à la responsabilité des individus**
- . **Distanciation sociale et interaction forte ou faible**
- . **Changer de paradigme systémo-culturel**
- . **La dictature des procédures**
- . **Le primat de l'approche gestionnaire**
- . **Combattre l'irresponsabilité systémique**

Résumé

Cet **Hastag sociétal** est central dans l'approche sociétale moderne. Il aborde le Pourquoi de la plupart des tensions chroniques entre le système et le citoyen, ainsi que les raisons profondes du retard de mentalité collective au sein même des nations démocratiques.

Le Societhon est une matrice culturelle évolutionnaire à vocation universelle adaptée aux grands enjeux sociétaux du III^e millénaire. En tant que nouvelle culture mère appliquée à la dimension sociétale moderne, elle se place au-dessus des idéologies et des régimes politiques, au-dessus des religions, au-delà des philosophies et des sciences, en les unifiant sur l'essentiel. Comprendre et adopter l'Esprit du Societhon, c'est prendre véritablement conscience de la réalité et de la finalité des conditions humaine, citoyenne et collective dans le monde actuel. C'est aussi devenir un citoyen ou un futur citoyen adulte, discerné, motivé, capable d'appliquer par lui-même et avec les autres les fondements, les solutions et les valeurs évolutionnaires de la Nouvelle Pensée Moderne (NPM).

Monthome est un citoyen penseur français dont la principale vocation contributive est d'être un passeur de conscience dans la complexité du monde, un alerteur de sens face aux erreurs de gouvernance, un transmetteur de savoir, un producteur de contenus, un ouvrier de pistes et de solutions, afin de rendre possible un avenir évolutionnaire pour tous.

Presque tous les aspects de la vie collective et individuelle sont placés sous l'égide de règles légales « dualisées » (possible/pas possible, acceptable/non acceptable, faire/ne pas faire...) avec un fonctionnement procédural plus ou moins dogmatique ou doctrinaire. C'est le cas dans l'ensemble des 34 grands épiphénomènes sociétaux de nature institutionnelle constituant toute société moderne. Le terme d'épiphénomène sociétal doit se comprendre comme un fonctionnement phénoménologique secondaire (une excroissance systémique) au service et au sein d'un système dominant (État, direction, exécutif politique...) à partir d'entités et d'institutions spécialement dédiées. Par principe, tous les grands épiphénomènes sociétaux sont animés de fondamentaux systémiques aux racines communes malgré des habillages différents. Derrière les apparences d'un fonctionnement généralement correct, ordonné, régulé, moderne, assaini, se perpétuent indirectement en eux et avec eux de nombreuses tendances lourdes animant les mentalités et les mœurs en collectivité sous forme de formalisme, de conformisme, de conservatisme plus ou moins directif, étroit, encadré. On peut même dire que le « côté obscur de la force » en chacun d'eux est à l'origine de la permanence de la rigidité procédurale, de la distanciation avec le citoyen, de la médiocratie de certaines postures. Il est même générateur, en réaction, de la plupart des déviations humaines et citoyennes face aux interdictions et privations liberticides.

En d'autres termes, plus un système est coercitif et son emprise directive et plus il produit trois types de réactions :

Réaction 1 : Une résistance active chez tout individu fort mentalement et discerné, ainsi qu'au sein de l'opposition et des minorités agissantes, traduisant-là tout l'honneur de la condition humaine libre et affirmée.

Réaction 2 : Une résistance passive, malgré une acceptation de surface, au sein de la majorité silencieuse et suiveuse en produisant en continu de l'insatisfaction, de la frustration, du mal-être, compensés généralement par ailleurs ou autrement.

Réaction 3 : Une soumission totale, génératrice d'obéissance inconditionnelle, de lâcheté, de passivité coupable, de complicité, de médiocrité, chez les individus et minorités assujetties dont l'effet est de tirer irrémédiablement vers le bas des conditions humaine et citoyenne.

Ces trois types de réactions sont naturels chez l'humain comme chez l'animal, dès lors qu'il s'agit de s'opposer, accepter ou subir une suppression de liberté, une perte de droits, une privation d'autonomie. Sous l'angle de l'interactivité systémique envers le citoyen, ce sont généralement les entités exogènes du système qui incitent à la source, impulsent au départ, produisent en premier, la nature causaliste de ces réactions. Ces entités sont elles-mêmes regroupables en grands épiphénomènes sociétaux structurants. Des épiphénomènes qui induisent dans la plupart des pays, y compris démocratiques, les réactions de type 2 et 3, contrairement à la communication académique, politique et médiatique qui en est faite. Dans la plupart des cas on constate généralement que tout s'effectue vis-à-vis des populations et des citoyens de manière sous-jacente, peu apparente, indirecte, non frontale, sur la base de matrices culturelles, psychocomportementales, civiques, sociales, économiques, fiscales, sécuritaires, induisant notamment des conduites de masse relativement suiveuses, standardisées, formatées, conditionnées, influencées. La manière dont sont dirigés, guidés et orientés la plupart des épiphénomènes sociétaux conduit à en faire autant de citadelles systémiques disséminées dans le paysage national. Des

bastions publics destinés à assurer, maintenir, contrôler, contenir, les réactions de type 2 et 3 qu'ils induisent eux-mêmes et plus rarement les réactions de type 1.

L'influence décisive des 34 principaux épiphénomènes sociétaux

Il est observable au sein de chaque nation que la plupart des citoyens soumis à l'influence institutionnelle subissent les mêmes moules éducatifs et formatifs, les mêmes goulets civiques, les mêmes lois civiles et pénales, les mêmes règles professionnelles, les mêmes influences sociales et économiques, etc. Des conditions sociétales qui souvent divergent de pays en pays et même s'opposent à celles d'autres nations confrères. La relativité structurelle de chaque société humaine oblige tout citoyen de n'importe quel pays, chaque membre de n'importe quelle tribu ou communauté, à s'adapter bon gré mal gré depuis l'enfance aux imperfections et limites de l'offre collective et sociétale existante. On peut ainsi voir dans l'intermédiation institutionnelle entre le citoyen et la gouvernance d'État (présidence, ministères, haute technocratie, fonctionnaires) soit du positif (verre à moitié plein) soit du négatif (verre à moitié vide). En tout état de cause, il est sûr que le positif et le négatif se mélangent en permanence jusqu'à former un amalgame, une combinaison, un assemblage « normal » dans l'histoire de chaque pays. Cela étant dit, il est évident et nécessaire que l'ordre apparent et la bonne régulation des flux humains, financiers et des biens, soient la priorité de l'État et de ses institutions pour la partie protection des peuples (bouclier systémique). Il est également normal en démocratie, comme ailleurs, que chaque nation dispose d'un socle d'institutions solides et pérennes afin de contribuer à l'amélioration de la vie collective, à la sécurité d'ensemble, aux grands équilibres du quotidien et aux réformes nécessaires dans la vie sociale (épée systémique). Par contre, ce qui ne l'est pas du tout, ce sont les déviations systémiques au quotidien via la coercition, l'infantilisation, l'anti-adultisme, l'anti-démocratie, l'anti-citoyenneté... (bâton systémique). Aussi, le cœur de la problématique pour le citoyen n'est pas dans l'intention (bouclier) ni dans les moyens utilisés (épée) mais dans la méthode pratiquée (bâton). Ce sont presque toujours les méthodes animées par des idéologies, des dogmes, des calculs stratégiques, des procédures unilatérales, des mesures plus ou moins coercitives, qui posent problème notamment lorsque la volonté des individus au pouvoir s'oppose directement à la volonté des peuples. Le moment de dissension, de rupture, entre l'institution et le citoyen se situe à chaque fois lorsque le système veut imposer ses vues au plus grand nombre de manière unilatérale et/ou autoritaire. C'est la véritable ligne de partage entre les nations aux démocraties partielles ou les démocraties et, les nations fondées sur un véritable esprit de démocratie beaucoup plus ouvert et avancé.

En toute occasion, il existe 4 façons d'imposer ses vues :

- . La manière autoritaire avec le recours à l'arbitraire, la loi, la force, la menace, la sanction, voire l'agressivité et la violence, impliquant une relation de type gagnant-perdant, voire perdant-perdant.
- . La manière manipulatoire utilisant tous les stratagèmes possibles, la ruse, la séduction, l'influence, l'action psychologique, le conditionnement..., conduisant à la tromperie, le mensonge, la virtualité..., et débouchant sur une autre forme de gagnant-perdant ou perdant-perdant.
- . La manière négociée avec l'engagement d'une discussion réciproquée, l'allocation de contreparties, le recours au compromis, en vue d'atteindre un équilibre satisfaisant pour les parties, un donnant-donnant.

. La manière coopérative dans l'esprit du partenariat, de la complicité, de la solidarité, de la bienveillance, de l'empathie, afin de trouver une solution de type gagnant-gagnant.

Il est évident que le recours à toute forme d'unilatéralisme dans l'usage du pouvoir politique, administratif, systémique, surtout lorsque celui-ci utilise les leviers de l'autorité, de la peur, de la sanction, de la contrainte, ne peut induire qu'une institutionnalisation peu propice à l'adhésion spontanée et durable du citoyen éclairé. Sur le fond, il faut donc se poser la question de savoir quelle est la finalité d'un épiphénomène sociétal dans l'ensemble de son organisation et de ses actions à servir en premier l'État, puis le collectif et le citoyen censé en être le destinataire principal. Si, vue de l'État, cette hiérarchisation paraît normale, elle ne l'est pas du tout vue du citoyen éclairé dès lors que celui-ci en subit unilatéralement les conséquences. D'ailleurs en quoi est-il fondamentalement légitime qu'une entité systémique majeure au sein de tel ou tel épiphénomène sociétal se fonde principalement sur la législation coercitive, la taxation imposée, les procédures gestionnaires, le contrôle méfiant, voire la répression musclée, pour diriger le citoyen ? En quoi le fait d'imposer des règles unilatérales à suivre (sans alternative), des directives et/ou des conditions d'accès sélectives, est-il foncièrement utile au citoyen éclairé ? En réponse à ces interrogations, il est nécessaire d'envisager autrement les paradigmes systémiques en matière d'épiphénoménologie sociétale. De l'approche historique et conservatrice, il est primordial d'envisager dans chaque société moderne une approche plus évolutionnaire, plus avancée, dans les pratiques de démocratie et de citoyenneté. Pour le citoyen adulte ce n'est pas parce qu'une institution donnée est utile et nécessaire à la collectivité qu'il faut accepter d'elle tout et n'importe quoi et cela, d'autant plus, que l'entité s'est déportée des idéaux démocratiques de départ et/ou d'objectifs d'humanité et de solidarité attendus de tous. Il est observable dans ce cas, que moins le citoyen est respecté dans ses droits, ses libertés et attentes légitimes, et plus il produit en réaction de l'entropie intérieure (frustration, usure, lassitude, baisse de motivation...). Une entropie qui entraîne souvent un réflexe naturel d'agressivité et/ou un ressenti de vengeance face aux mesures jugées iniques, face aux grands symboles et/ou face aux élus et représentants des systèmes en place. En première analyse, il est donc important d'identifier les principaux épiphénomènes sociétaux interagissant régulièrement dans la vie du citoyen lambda, puis de s'intéresser à leur type de fonctionnement et de gouvernance interne ainsi qu'à la mentalité des dirigeants et personnels actifs.

Liste des 34 principaux épiphénomènes institutionnels orientant le destin collectif et individuel de tous

Chaque type d'institution via l'ensemble de ses entités forme un maillon important au sein de tout système national. Chaque maillon apporte sa propre valeur ajoutée en faveur de l'État, de la collectivité et/ou du citoyen, selon la dominance des besoins, des nécessités, des priorités et/ou urgences du moment. Tout est utile et tout est important dans la vie d'une société et d'une organisation humaine. La problématique n'est donc pas dans la diversité des entités, des institutions et moyens utilisés. Elle n'est pas non plus dans l'intention de départ (sauf totalitarisme et volonté de nuisance), mais généralement dans la méthode utilisée, dans l'état d'esprit, la manière dont sont supervisées les entités au sein de chaque épiphénomène sociétal.

Liste donnée à titre indicatif sans hiérarchisation :

1. Exécutif et législatif : national, territorial, local
2. Sûreté et sécurité intérieure : police, gendarmerie, renseignement...
3. Administration et pouvoirs publics dans leur ensemble
4. Services de secours, première urgence : pompier, samu, sécurité civile...
5. Santé publique : protection sanitaire, système de santé, hôpitaux...
6. Défense nationale : armée, militaire, anciens combattants...
7. Sécurité sociale et services sociaux dans leur ensemble
8. Fiscalité, douanes, services de contrôle, budget...
9. Finance, banque et assurance : bourse, épargne, système monétaire...
10. Business et économie : industrie, entreprise, commerce, artisanat, prix...
11. Technologies de l'information, télécommunications, IA, robotisation...
12. Consommation, grande distribution, publicité, marketing...
13. Investissement public : grands travaux, infrastructures, marchés publics
14. Exportation et importation : échanges, organismes, statistiques...
15. Travail et emploi : salaires, recrutement, chômage, insertion...
16. Sécurité routière : code de la route, infraction, infrastructures routières...
17. Transports et équipements : routier, maritime, aérien, ferroviaire...
18. Justice : tribunaux, lois, constitution, système pénitentiaire...
19. Logement et foncier : BTP, génie civil, immobilier, voirie, urbanisme...
20. Éducation nationale : école, université, formation continue, supérieure
21. Diplomatie : représentations à l'étranger, affaires étrangères...
22. Monde associatif : ONG, syndicat, solidarité, humanitaire...
23. Médias : TV, radios, presse, internet, cinéma, affichage, réseaux sociaux
24. Social : famille, femme, enfance, vieillesse, handicap, socioculturel...
25. Politique et religion : régime, partis, idéologie, confessions religieuses...
26. Retraite : senior, système par répartition, capitalisation, rente, pension...
27. Citoyenneté : civisme, vote, éligibilité, participation, égalité des chances
28. Collectivités : locales, territoriales, municipalité, assemblées citoyennes...
29. Environnement : écologie, nature, animal, écosystème, air, climat...
30. Culture et R&D : sciences, arts, spectacles, techniques...
31. Agriculture et élevage : agroalimentaire, pêche, mer, chasse, forêt...
32. Ressources stratégiques : eau, énergie, déchets, matières premières...
33. Loisirs et moral des populations : sports, jeux, événements, fêtes...
34. Flux migratoires et communautarisme : immigration, émigration...

Les 5 grandes problématiques institutionnelles

Tout irait bien dans le meilleur des mondes si les tropismes de la dominance, du rapport de force, du durcissement, de l'autoritarisme, de la directivité, de l'intolérance, de la sévérité, de l'imposition verticale du haut vers le bas, ne venaient contrarier, perturber, brider, parasiter, polluer en permanence la vie des citoyens lambda qui n'en demandent pas tant. La **première problématique** institutionnelle, en termes de finalité pour chaque épiphénomène sociétal, est dans son rapport directif unilatéral au citoyen en s'évertuant à prolonger et imposer en force les modèles sociétaux historiques et conservateurs que ceux-ci soient républicains, monarchiques, totalitaristes, fascistes, théocratiques ou autres. De ce point de vue, la systématisation des institutions (et non leur citoyennisation, autonomisation ou collectivisation ciblée) est très rarement dans un rapport de pure réciprocité, d'égalité institution/citoyen, d'adultisme, de

donnant-donnant, de gagnant-gagnant. L'un des principaux paradigmes systémiques est d'ailleurs de protéger d'abord et avant tout le fonctionnement endogène du système, la gouvernance d'État, les décisions hiérarchiques, les rôles, les personnels dirigeants et titulaires, les procédures, les règles et lois, que celles-ci soient adaptées ou inadaptées, acceptées ou non acceptées par le citoyen. La **seconde problématique** est dans les limites de l'offre proposée (encadrement, restriction, qualité, efficacité...) aussi bien dans le contenu, la portée et l'étendue des services publics et parapublics, que dans les conditions et filtres d'accès. Une dynamique d'offre qui privilégie systématiquement les principes actifs dépassés de l'économie de production et non ceux plus adéquats de l'économie de marché. La **troisième problématique** concerne la non-personnalisation, voire la dépersonnalisation, volontairement entretenue dans les rapports avec le citoyen contribuant à réduire l'adaptabilité, la plasticité, l'interactivité, l'empathie, voire l'intelligence relationnelle entre les représentants du secteur public en position de force et le citoyen de base anonyme. À cela s'ajoute une **quatrième problématique** recouvrant les restrictions légales (lettre de la loi et non esprit de la loi), les goulets démocratiques, le formalisme étroit, la sélectivité plus ou moins discrétionnaire des dossiers, la surveillance et le contrôle dans le dos du citoyen, ainsi que la dureté et l'inhumanité de certaines décisions prises. Tout contribue à faire en sorte que le citoyen se plie aux injonctions, obéisse, se soumette, subisse, suive docilement, applique sagement les directives, les règles, les obligations et les contraintes imposées. La **cinquième problématique**, la plus négative dans ses effets, concerne les conséquences et les effets induits à supporter pour le citoyen moderne du fait direct et indirect de la prégnance des 4 problématiques précédentes. Il s'agit-là de tendances inversives lourdes agissant objectivement contre les droits, les libertés et les intérêts légitimes de tout individu-citoyen.

Les 10 principales sources d'altération de la citoyenneté moderne en provenance des entités systémiques et institutions :

- . La pression taxative de nature cumulative, toujours additionnelle
- . La pression de l'écologie politique restrictive, punitive, normative
- . La pression sécuritaire répressive, discriminatoire, le flicage
- . La pression économique des coûts contraints en augmentation constante
- . La pression haussière des prix dans un rapport qualité/prix baissier
- . La pression administrative et gestionnaire dans tous les domaines
- . Les normalisations liberticides de masse (route, sanitaire, écologie...)
- . L'encadrement strict des conditions de travail, de l'activité professionnelle
- . L'entrisme systémique, voire l'ingérence grandissante dans la vie privée
- . La primo-sélection sociale par le diplôme et/ou la notation académique

On s'aperçoit que la plupart des raisons à l'origine de l'altération systémique sont généralement à l'opposé de la plénitude des valeurs évolutionnaires animant la vie des citoyens les plus affirmés, cultivés, discernés, exigeants. La plus grande erreur sociétale des temps modernes, voire de l'histoire de l'humanité, est de croire que le salut des populations ne peut venir que de l'État, de ses institutions et des projets soutenus par leurs dirigeants. En d'autres termes, les minorités agissantes du secteur public sont mieux placées pour façonner le destin collectif que la majorité des citoyens du secteur civil et privé. Un paradigme très relatif, voire contestable sur le fond des choses. En effet, ce n'est pas parce que « les choses » existent par la seule volonté de minorités d'hommes et de femmes élus à partir de goulets démocratiques et/ou selon une idéologie dominante portée par

les dirigeants du moment que celles-ci sont nécessairement bonnes, souhaitables, justifiables, pour la société tout entière. Il faut arrêter de croire qu'en imposant l'ordre, l'autorité, la légalité, la morale ou encore des services publics xy ou z, on stabilise durablement et profondément la relation État/Institution/Citoyen. En réalité, on ne fait que déplacer le problème, voire atténuer provisoirement les tensions avant que ceux-ci ne réapparaissent sous d'autres formes. Il est clair que satisfaire d'abord les exigences d'État aux dépens d'autres exigences ou attentes à vocation plus humaine et citoyenne n'est pas vraiment un bon choix sociétal, dès lors que cela appauvrit les peuples, insatisfait les électeurs, décourage les initiatives, médiocratise la mentalité générale. Le véritable contrat social ne doit pas provenir de l'étroitesse du haut de la pyramide (gouvernance, élite, élus nationaux), mais de la largeur de sa base. C'est en inversant carrément la prééminence entre le haut et le bas de la pyramide, tout en accordant plus d'importance à l'horizontalité qu'à la verticalité, qu'un système classique se transforme en système évolutionnaire. Il est ainsi notoire que plus l'individu-citoyen est respecté dans son intelligence et sa dignité, bien traité, intégré dans le processus décisionnel, considéré comme un adulte affirmé, cultivé, éduqué, et plus la relation État/Institution/Citoyen devient coopérative, mature, confiante, motivante, productrice de valeur ajoutée durable. Il faut lever néanmoins pour cela les principaux freins et obstacles du moment. Le citoyen pouvoir constater et/ou refuser la réalité de nombreuses dichotomies, disjonctions, désynchronisations, voire la préexistence d'une forte mésintelligence, entre ses propres attentes et ce que le système lui propose ou apporte en réponse. Il faut également que le citoyen puisse agir et non subir, être actif et proactif et non rester passif, suiveur ou simplement réactif.

1. Comment juger l'efficacité d'un épiphénomène sociétal ?

Du point de vue du citoyen, les 5 critères décisifs pour évaluer l'efficacité ou la non-efficacité d'une entité systémique au sein d'un épiphénomène sociétal, au-delà de la compétence technique, tactique ou stratégique requise au départ, se mesurent toujours par la réalité objective... :

- ... du niveau d'intelligence relationnelle des personnels et salariés impliqués
- ... de la qualité de l'offre des services publics et son adéquation aux attentes
- ... du recours possible au principe de réciprocité sans aucun unilatéralisme
- ... de la relative transparence, agilité, pertinence, dans le suivi des dossiers
- ... des alternatives possibles ou proposées pour trouver des solutions ad hoc

2. Comment rectifier les déviations systémiques ?

Si les gouvernants, les régimes, la technocratie, les partis politiques, ne sont pas capables d'effectuer les actualisations évolutionnaires nécessaires, les citoyens ont 5 possibilités pour faire avancer les choses :

- . Manifester toute forme de désobéissance civile individuelle ou de masse en évitant la violence et l'agressivité, tout en misant sur la détermination.
- . Proposer via des projets, des collectifs citoyens, des réponses concrètes, des solutions adaptées aux attentes de la majorité des individus concernés.
- . Pratiquer un toilettage, via les élus et parlementaires et/ou l'opposition, des règles, lois, normes, jugées inadéquates par élimination, soustraction, annulation ou par la mise en place de nouveaux dispositifs plus adaptés.
- . Faire le nettoyage par le vide (démission, exclusion, remplacement...) des élus, décisionnaires, responsables et autres actifs impliqués et/ou des méthodes jugées obsolètes.

- . Déconstruction totale ou partielle en révoquant les principes et fondements conservateurs ou traditionalistes jugés obsolètes, par de nouveaux paradigmes au sens épistémologique, de nouveaux programmes plus audacieux, plus évolutionnaires, plus harmonieux.

Une double opposition à combattre

Les fondements sociétaux, les principes institutionnels, les doctrines politiques, les racines idéologiques, religieuses et culturelles, les postures relationnelles et d'affaires, sont le plus souvent fondés sur une opposition de base, un 180° entre deux positions antagonistes, antinomiques, adverses, rivales. Au-delà du manichéisme entre le bien et le mal, le positif et le négatif, le vrai et le faux, il en découle également une résultante naturelle qui est celle de la neutralité et/ou celle de la synthèse entre les deux postures. C'est généralement à partir de là que se construisent la plupart des raisonnements et des arguments tenus. C'est sur ce constat que se fonde le causalisme expliquant la conséquence par la cause (déduction) et la cause par la conséquence (inférence) jusqu'à inclure le doute comme esquivé cognitive. Rappelons que ce modèle de réflexion relativement primaire est dit en 2D (bidimensionnalité mentale et cognitive dans le raisonnement) éliminant *de facto* 3 autres nuances essentielles : la source, les effets induits, la finalité (voir sourcing causal) fondant le 3D (tridimensionnalité mentalo-cognitive avec en plus la profondeur et la hauteur de réflexion), voire le 4D (360° complet d'un fait ou d'un problème incluant en plus le visible, le non visible, la réalité, la virtualité). On peut ainsi dire que le secteur public traditionnel, classique, conservateur dans son ensemble, est globalement soumis à une obéissance disciplinée imposée par la hiérarchie institutionnelle ou organisationnelle, par l'État de droit, par le rapport de force ou par des diktats plus ou moins autoritaires, directifs, rigides, hyper formatés. Cela explique en grande partie pourquoi les entités constitutives des épiphénomènes sociétaux n'ont pas la capacité d'appliquer concrètement une plasticité comportementale et relationnelle propice à l'adultisme citoyen et à l'équilibre des rapports avec la population. On comprend pourquoi on s'éloigne aussi fortement (au-delà des subtilités courantes du langage et de l'intelligence) de la plupart des nuances adaptatives propres aux acteurs de la société civile parmi les plus autonomes et les plus discernés dans leurs libertés de penser, décider et agir, dans leur libre arbitre, comme dans leur affirmation de soi (approche évolutionnaire, avancée). En résumé la société civile, la population en générale, le citoyen en particulier, sont contraints de subir l'addition de deux types d'oppositions :

- . Une systématisation majoritairement binarisée, dualisée, manichéiste, fondée sur le simple causalisme de type 2D.
- . Un formatage mentalo-professionnel technocratisé, administratif, procédurier, gestionnaire, manquant d'autonomie, de libre arbitre, de valeurs évolutionnaires, en déficit de 3D ou 4D.

Pour compenser ces limites systémiques structurelles, mais aussi étoffer, habiller, rendre moderne, les postures issues de la 2D, il existe plusieurs techniques dont usent et abusent les gouvernants et personnels politiques comme :

- . La **communication politique et médiatique** positivante (« on gère », « tout va bien », « on contrôle la situation », « on fait mieux que les voisins », « on promet que demain tout ira mieux »...), tout en se basant sur des faits partiels, un traitement orienté de l'information, voire de la désinformation.
- . Les **discours populistes** qui surfent sur les mécontentements et les

récriminations des classes pauvres et moyennes, sur les erreurs de gouvernance, sur les affaires judiciaires ou morales des uns et des autres, sur le bilan des sortants..., alors même que leurs auteurs critiques ne sont pas exempts eux-mêmes de défauts, de maladresses, de mensonges patents...

. Les **techniques du marketing politique** qui enjolivent séduisent, rassurent, sécurisent, font croire et rêver, en transformant la réalité brute en «réalité virtuelle» afin de promouvoir l'action des partis politiques et des élus ou encore imposer un projet, justifier les réformes en cours.

. Les **nouvelles technologies** parmi les plus avancées (IA, robotisation, algorithmes, équipements High Tech...) faisant que la technologie remplace souvent l'incompétence ou la déficience humaine, voire complémente une efficacité humaine inversement proportionnelle.

. Le **paradoxe de la modernité** avec, à la fois, une qualité de service, une disponibilité, une présence ou relation de proximité, qui se réduisent en fonction directe des mesures gestionnaires et budgétaires restrictives, voire même régressent dans le sens de la dépersonnalisation et du recours artificiel aux équipements et machines automatisés et, de l'autre, une augmentation constante des prix, des coûts, des prélèvements et taxes.

De manière générale, il apparaît assez paradoxal de constater que plus le progrès technologique se répand un peu partout dans la vie collective, et plus le qualitatif humain régresse dans des rapports interindividuels privilégiant le prêt-à-penser, le stéréotype académisé, le politiquement correct, le formatage comportemental aux méthodes en place (management, gestion, façon de penser, standard moral et éducatif, mode...). De la même manière, la créativité apparente dans la formulation et la présentation publique des actions et décisions prises se limite trop souvent au mimétisme, à la duplication, au benchmarking de ce qui existe déjà, de ce qui est connu et/ou de ce qui a été appris. Rares sont les esprits disposant d'une puissance de conceptualisation, d'inventivité, d'imagination créative, de découverte ex nihilo. Il en est exactement de même en matière de pratiques soumises à la culture prudentielle induisant l'imitation, le conformisme, la médiocratisation, tout en réduisant *de facto* la prise de risque, l'audace, la témérité, la hardiesse, le courage du passage à l'acte et du dépassement de soi. Bien que beaucoup de personnels au sein de la puissance publique soient tout à fait capables de mise en œuvre de valeurs évolutionnaires, ils en sont empêchés et bridés par le cadre systémique de tutelle.

L'homogénéité de la puissance publique en 2D

Alors que les actions publiques reposent sur la légalité, l'ordre et la discipline en apportant une relative stabilité et crédibilité, il ne faut toutefois pas croire que parce que la loi existe celle-ci est bonne, sage et naturellement efficace dans son usage ou évidente dans son acceptation. C'est même bien souvent le contraire qui se passe compte tenu de la complexité croissante des sociétés modernes et de la non-participation citoyenne directe au législatif et/ou à la programmation politique. Le retrait et l'inertie citoyenne en la matière obligent le système à forcer l'adhésion, à surdimensionner l'information donnée, à faire plier le comportement des individus par la contrainte, à courber l'esprit dans le sens voulu, à conditionner les réflexes et le raisonnement, comme à nier d'une certaine manière le libre arbitre et le discernement de ceux et celles qui ne l'acceptent pas. C'est tout cela que préfigure le 2D sous forme de relation binaire entre la gouvernance et le citoyen. Une binarité fondée sur la facilité d'une division

simpliste entre le bien et le mal, le vrai et le faux, l'utile et l'inutile, le fait d'être innocent ou déviant. Une pratique courante, une approche réflexe ou une démarche au quotidien qui est particulièrement propice à tous les excès d'imposition de soi, de référence à des certitudes intolérantes, d'informations orientées, de pouvoir discrétionnaire ou arbitraire, d'autoritarisme hiérarchique, de rapport de force darwinien. L'un des éléments les plus saillants dans l'usage fait du 2D au sein de la plupart des épiphénomènes sociétaux est celui concernant la relation à la hiérarchie. Un ordre et une organisation hiérarchique classique au niveau endogène, mais aussi dans sa dimension exogène avec l'interaction et l'influence exercée sur l'ensemble de la société civile. Un impact décisif sous l'angle sociétal qui entretient une relation sociétale pyramidale d'un autre temps avec tout ce que cela suppose de règles, de devoirs, d'obligations, de principes et valeurs souvent non évolutionnaires, non avancées.

La plupart des fondements de cette hiérarchisation se retrouvent par extension et de manière quasi identique dans la famille, la collectivité, l'entreprise classique. Ils contribuent à maintenir une forme d'homogénéité dans l'ensemble du corps social sous forme d'unité de pensée socioculturelle, de relative cohésion dans l'action collective, de mentalité, de moralité et/ou de croyance dans l'espace national ou territorial. À cela s'ajoute l'indivisibilité dans la méthode publique fortement encadrée par des lois nationales apportant de manière artificielle une apparence de cohérence, de stabilité, de structuration, d'ordre, de politiquement correct. Chaque pays s'approprie ainsi des usages, des coutumes, des traditions, des mœurs, qui lui sont propres, malgré d'évidentes contradictions comparatives. C'est l'effet de la prépotence du 2D en termes d'opposition, de concurrence, de dualisme, de manichéisme culturel, de causalisme primaire, de rapport dominant/dominé, lorsque la société est soumise à un matricage culturel donné (politique, religion, idéologie...). La plupart des sociétés humaines sont ainsi matricées en 2D, faisant que seuls les individus dans leur intimité recourent au 3D ou au 4D. Même la nature en matière d'éthologie, même les lois animales avec des organisations comprenant des membres alpha et une meute, une colonie ou un troupeau, n'utilisent pas le 2D primaire en intercalant entre le dominant et le dominé un 2.5D avec la présence sur le même espace d'autres prédateurs et espèces différentes, la symbiose, des cycles saisonniers, un spectre de couleurs, ainsi que tout un univers de nuances et de forces physiques qui se complètent efficacement. De ce point de vue, l'organisation systémique classique est plus en retard d'état d'esprit et d'intelligence relationnelle, qu'en avance comme modèle à suivre.

Si l'esprit humain, comme la nature, a horreur du vide, ce n'est pas une raison de le remplir par n'importe quoi. Le bric-à-brac systémique, politique, législatif, culturel, idéologique, religieux, économique, observable au même moment dans l'ensemble du monde, suppose que l'on sorte un jour par le haut du 2D. Ce n'est pas en opposant les peuples, en inventant des histoires, en faisant rêver, en imaginant des mythes et des légendes, en prolongeant les croyances ou en étant rigide et doctrinaire, que l'humanité va progresser vers un meilleur destin, bien au contraire. Sans véritable expérience ni connaissances fiables, vérifiables et objectives, l'esprit privilégie généralement la haute subjectivité, le fort empirisme, les certitudes rassurantes souvent fausses ou partielles, auxquels s'ajoutent chez certains la spiritualité ou le mysticisme, l'imaginaire ou le rêve. Ce type de cocktail cognitif ne permet pas d'évoluer individuellement et collectivement vers le 3D, mais plutôt empêche le progrès évolutionnaire, fait stagner la société, voire régresser les conditions humaine et citoyenne. Que l'on ne s'étonne pas dès lors

que le 2D systémisé ou égocentré produise en continu du négatif, du retors, de la mauvaise foi, de la désinformation, des éclairages partiels, de l'incapacité à envisager l'avenir autrement que par les références au passé, voire une adhésion au complotisme ou une attirance inextinguible pour l'ésotérisme... Il ne peut en résulter, à petite ou grande échelle, qu'une vision déformée de la réalité, un état de crise permanent, des erreurs à répétition, une tendance à l'insatisfaction chronique. C'est aussi la permanence d'un relatif vide conceptuel, créatif, inventif, conduisant à la copie conforme (mimétisme, identification, appartenance...), à la répétition et la reproduction sans fin de ce qui est dit, de ce que l'on sait ou fait (duplication en chaîne des certitudes apprises ou connues).

Clivage, sélection et complémentarité mentale

Occuper d'une manière ou d'une autre son espace mental est un élément fondamental de survie cognitive, à l'instar de manger et boire pour le corps physique. C'est aussi une manière de s'imposer en négatif ou de s'affirmer en positif, d'expliquer ou de justifier ses positions, opinions, avis, réflexions, de prétendre détenir la vérité des faits ou encore utiliser une métalogue au-dessus de celle des autres et, bien sûr, de faire ou d'avoir fait le bon choix dans ses décisions, postures et actes. Le refus du vide et du néant (0D), ainsi que du monolithisme, du monopolaire, de l'unipolaire dominant X ou Y ou Z ou W (1D), explique en partie pourquoi mieux vaut finalement de manière imparfaite, fausse ou mensongère, essayer de tout expliquer, de tout justifier, de croire en des chimères ou de faire croire en l'impossible dans le cadre d'un 2D primaire. Pour l'esprit humain, le 2D associant une part d'animalité dans l'inné avec l'agressivité, la ruse, l'instinct de survie et, une part de sociabilité avec l'acquis via la culture, des règles communes, la conscience réflexive, l'intelligence..., vaut naturellement bien mieux que le 1D ou le 0D. De ce point de vue, et faute de mieux, tout type de dualisme traduit une avancée dans l'espèce humaine dès lors que cela stimule la conscience, favorise l'échange par le langage, engage la volonté, produit une biochimie favorable au centre du cerveau, apporte des réponses partielles aux interrogations légitimes. La stimulation cognitive nécessite un nourrissage régulier avec, par défaut, le choix entre deux options (X ou Y) dont l'une apparaît plus crédible ou intéressante que l'autre. C'est même la base de la décision. C'est ce qui explique pourquoi l'esprit humain, même sans connaissances précises, sans expériences adéquates, sans informations vérifiées, préfère le clivage net et précis entre deux perceptions opposées de la réalité. L'esprit fonctionne très bien et de manière fluide avec des choix simplifiés en sachant... :

... **Créer une opposition**, un rapport de force, une dominance, une rivalité de principe, intellectuelle, culturelle, ethnique, physique, de genre, idéologique, psychologique, morale... à 180° entre deux réalités, deux faits, deux configurations opposées (A vs B, bien vs mal, négatif vs positif, vrai vs faux, important vs ce qui ne l'est pas...).

... **Exercer un choix**, une prise position, un parti pris, une sélection, entre ce qui apparaît être plus favorable, plus fort, plus confortable, plus beau, plus volontaire, plus efficace, plus qualitatif, plus conforme, etc.

... **Associer la complémentarité** existentielle entre 2 entités différentes et leur éventuelle résultante (homme/femme/enfant, yin/yang/néant, +/-neutre, thèse/antithèse/synthèse, couleurs primaires rouge/jaune/bleu...), afin que cela débouche sur une solution adéquate, une synthèse, une coopération, une association, etc.

Les 3 types de 2D

À partir des énergies dynamiques du vivant (système de récompense, désir, plaisir, recherche de satisfaction des besoins, pulsion de dominance...) la binarité peut prendre 3 formes principales : être un mélange normalisé entre l'animalité et la sociabilité ; se révéler en mode brut (violence, intolérance, psychorigidité, aveuglement...) ; s'appliquer de manière réaliste et pragmatique en associant les forces, les moyens, les caractéristiques de X et Y et/ou ceux des uns et des autres :

2D- : repose principalement sur l'opposition à 180°, la confrontation entre 2 facteurs X et Y, entre 2 visions différentes

2D0 : comportement normalisé et sociabilisé entre X et Y

2D+ : inclus en plus l'intégration ou la synthèse des 2 facteurs XY en créant une entité tierce ou une résultante (association, accord, contrat...)

Le dualisme primaire des 3 modes en 2D traduit toujours un causalisme primaire en tant que premier champ de bataille de l'intelligence humaine. Que ce soit par le clivage, la sélection ou la complémentarité, l'esprit humain procède en 2D comme dans un jeu d'échecs à 1 ou 2 coups d'avance. Cela traduit, à la fois, une dimension cognitive simplifiée et une logique de raisonnement permettant de donner un sens déterminant au jugement sans devoir rechercher ni la subtilité, ni la nuance, ni l'essentiel, ni la vérité complète. Le recours au 2D est la parfaite contremesure au rien, au doute, au vide mental, à l'incertitude conscientielle, à l'insatisfaction de l'intelligence, en favorisant une cognition plus facile à adopter, à comprendre, à expliquer, à traiter. Ce socle de l'activisme mental humain a néanmoins quelque chose de primaire, de non abouti, entraînant avec lui la plupart des erreurs de jugement, toutes les formes de croyance, ainsi que toutes les attitudes d'imposition de soi, de dominance, de passivité et d'agressivité intrinsèque aux activités humaines. De ce fait, le **dualisme 2D** en associant l'animalité et la sociabilité s'oppose directement au discernement impliquant de la nuance, de l'objectivité, de l'humanité. Il ne permet pas non plus une essentialisation correcte par un défaut de sourcing causal complet ou un 360° informatif et pas davantage une conscientisation++. Pour atteindre ces différents niveaux, il est nécessaire que s'impose une construction mentale et cognitive plus élaborée de type **3D** comprenant au moins 3 axes concomitants de réflexion et de conscientisation (analyse des faits + synthèse de la situation + essentialisation sur le fond du problème), voire même un **4D** avec en plus de la créativité ex nihilo, de la conceptualisation avancée, de l'abstraction permettant de sortir des limites de la réalité du moment. Si la référence au 2D est de nature relativement simpliste, le discernement est un processus plus complexe impliquant structurellement une autonomie de pensée (réfléchir par soi-même à partir d'informations disponibles) et un libre arbitre (biodéterminisme, capacité d'action et de proaction). Généralement, la liberté de penser et le libre arbitre s'appuient sur une plus grande ouverture d'esprit, une plus grande tolérance et une intelligence relationnelle plus apte à pratiquer la synthèse informationnelle, le sourcing causal, l'objectivité, l'impartialité, la prise de hauteur réflexive, la tolérance.

Des exemples 2D appliqués à l'humain

Il est possible de dire que le 2D façonne et perpétue une activité mentale porteuse de la plupart des maux et déviances psychologiques communes

(agressivité, haine, jalousie, rapport de force, égoïsme, réversibilité des opinions...). Au-delà de « l'Être », le 2D se révèle également dans le fait « d'Avoir », ainsi que dans l'usage fait des **libertés et droits humains légitimes**, ou encore dans l'influence et l'orientation du fonctionnement et du développement humain.

1. Exemple 2D avec le fait « d'avoir ou ne pas avoir » :

À égalité d'importance avec le fait « d'être ou ne pas être », faut-il « avoir ou ne pas avoir » ? La représentation de la possession change totalement le comportement humain que l'on soit en 2D ou en 3D :

. **Ne rien avoir** en 2D se traduit par la pauvreté économique, le dénuement matériel, l'exclusion sociale, la frustration psychologique, la soumission hiérarchique, la carence informationnelle, l'impéritie culturelle, la misère sexuelle, le manque dans certains besoins dominants... Autant de privations et/ou d'états d'insatisfaction chronique de nature à déclencher tout un ensemble de réactions humaines négatives (retour à des réflexes d'animalité, agressivité, manipulation, jalousie, colère, haine, aigreur, rancœur, convoitise, violence, indignation, vol...). Sous l'angle réactif, c'est parallèlement justifier la nécessité du combat de classe, la guerre d'appropriation, la lutte contre la domination. À l'opposé sous l'angle passif, c'est justifier la soumission, la passivité, le suivisme, l'acceptation des rapports hiérarchiques, l'obéissance à l'autoritarisme ainsi que toutes les bassesses humaines.

En 3D et 4D le changement radical dans le « ne pas avoir » (déconsommation, dépouillement volontaire, autolimitation, sobriété...) induit un affranchissement de nombreux aspects purement matérialistes permettant de centrer le quotidien de l'existence sur l'essentiel, l'altruisme, la solidarité, le partage, la fraternité, l'élévation spirituelle, l'oblation...

. **Avoir** en 2D conduit généralement à renouveler constamment la satisfaction de certains besoins dominants à consommer, utiliser, posséder, obtenir, disposer, acheter... poussant mécaniquement à en demander toujours plus, à acquérir davantage de biens, à accumuler autant que faire se peut, jusqu'à devenir égoïste, individualiste, esprit bourgeois, peu partageur, voire intolérant à la possession des autres. Le fait d'avoir implique un système défensif destiné à protéger l'acquis en justifiant le rapport de force, l'exercice du pouvoir, la hiérarchie, la dominance, la protection d'avantages et de privilèges, le maintien de classes sociales pauvres et/ou soumises. C'est aussi un système offensif fondé sur le culte de l'argent-roi (enrichissement, épargne, acquisition patrimoniale, opulence...) propice au prolongement indéfini de toutes les perversions, amoralités, manipulations interhumaines, manœuvres et autres stratagèmes de l'homme contre l'homme. Si « l'avoir » permet de satisfaire momentanément certains besoins humains, il enclenche également leur récurrence, voire leur insatiabilité pulsionnelle. Tant que le 2D domine « l'avoir », la volonté humaine tend à s'imposer aux autres et/ou à s'opposer à celle des autres via l'esprit propriétaire, la concurrence, la compétition, l'affrontement, l'antagonisme. À cela s'ajoute la volition de tout contrôler de manière directive, y compris l'existence des autres, les ressources disponibles et plus globalement l'environnement naturel, zonal et global. Même si cette option apparaît d'emblée prioritaire sur le fait de « ne pas avoir », elle induit au premier degré toutes les conditions de l'instabilité psychologique structurelle (stress, anxiété, agitation, inquiétude, peur...), de la fuite en avant permanente, de la course contre le temps. Le positif conjoncturel issu de « l'avoir » se transforme rapidement en négatif lorsque celui-ci s'amenuise, disparaît, se réduit, est prélevé ou volé. Il produit également de la dépendance, voire de l'addiction, jusqu'à produire en cas de manque un

déséquilibre psychique, mental, émotionnel, psychosomatique.

L'avoir en 3D ou 4D tend d'abord à relativiser l'importance ou la nécessité de l'acquis en privilégiant de manière prioritaire l'épanouissement de soi, l'accomplissement et l'aboutissement de soi. Il permet ensuite de stabiliser sa propre demande interne, ses propres besoins, en régulant ses pulsions et en autodisciplinant ses attentes. Il recentre enfin la primauté de l'existence dans un cadre plus adulte, plus libertaire, plus autonome et de plus grande positivité mentale et physiologique (réussite, succès, bien-être, bonheur...).

. **Avoir en partie** pour un esprit matricé au 2D s'est atteint un moyen terme entre l'insatisfaction et la satisfaction selon l'état d'esprit optimiste (niveau suffisant, acceptable, convenable...) ou pessimiste (insuffisance, demi-mesure, incomplétude, insatisfaction...).

La posture mentale est constamment en équilibre instable en acceptant facilement les compromis, les conditions contractuelles, les négociations, les efforts à faire, jusqu'à basculer, selon la situation vécue, du côté du désespoir, de la dépression, ou du côté de l'euphorie, de l'entrain dynamique, afin de maintenir l'existant en l'état. La réversibilité des postures et valeurs est continuellement sous-jacente en fonction directe de la moindre inclination conjoncturelle (gagner plus ou dépenser plus). Dans le cadre du 3D ou 4D, l'avoir partiel est considéré comme suffisant (mieux que rien, opportunité à saisir, chance ou aubaine...), voire comme un bienfait positif pour vivre normalement, sans tentation ni excès. Cette posture discernée et lucide sait profiter de ce que l'on a (car s'il y a mieux, il y a aussi bien pire) et que finalement les choses n'ont de l'importance que si on leur en accorde !

Les principales manifestations du 2D avec « l'avoir »

La pratique 2D au sein des systèmes et des épiphénomènes sociétaux en matière « d'avoir » encourage de manière consciente et appliquée, ou inconsciente et imprudente, tout ce qui induit les réflexes d'animalité (survie, moi je, rapport de force, toujours plus...), la spirale infernale de la peur et de la prudence excessive (besoin de sécurité, de protection, d'accumulation préventive...) et surtout, les comportements divisionnels en société en matière d'économie marchande, de finance spéculative, de répartition des richesses, de concurrence, de production, de statut social et hiérarchique, de travail. À l'échelle des individus, on observe notamment les attitudes, comportements et modes de pensée suivants :

- . Réflexe primaire animal d'accumulation, de réserve, de précaution...
- . Imposition de soi face aux autres, moi d'abord...
- . Addiction, croyance, dans le pouvoir « sacré » de l'argent
- . Compensation des fragilités mentales par la matérialité des biens
- . Besoin inconscient de sécurité, de prouver, de se faire valoir..
- . Importance du matricage familial, de l'idéal social, de la culture dominante
- . Matérialisme et matérialité dominante, vision pragmatique, gestionnaire
- . Recherche de contentement immédiat dans les besoins dominants
- . Variabilité de l'humeur, changement rapide de posture
- . Égocentrisme, individualisme, égoïsme, égotisme
- . Non-partage, faible solidarité, faible humanisme
- . Stratégie et stratagèmes de survie sociale, professionnelle

Les principales manifestations 3D avec « l'avoir »

Le passage au 3D permet de comprendre pourquoi le matricage éducatif en 2D

qu'il soit comportemental, psychique, moral, idéologique, culturel, ressort le plus souvent du premier degré, de réflexes primaires, d'une activation cognitive foncièrement dichotomique. À l'inverse de cela, le 3D et 4D ouvrent sur des perspectives cognitives, émotionnelles et mentales supérieures dans la manière d'acquiescer, d'utiliser, gérer, produire, se comporter, telles que :

- . Faible esprit propriétaire, faible pugnacité à l'acquisition d'argent
- . Capacité mentale à la modération, non-consommation, déconsommation
- . Plus grand savoir-vivre, respect des autres
- . Plus grande générosité, bonté, bienveillance, tolérance
- . Allocentrisme, altruisme, humanisme plus développé
- . Moindre dépendance à l'argent et aux manœuvres d'acquisition
- . Plus grande intelligence du cœur, empathie
- . Intelligence relationnelle plus puissante, plus fiable
- . Discernement plus éclairé, plus nuancé, largeur d'esprit
- . Motivation sincère pour le partage, la solidarité
- . Meilleure fiabilité humaine, intégrité plus prononcée
- . Vision utilitaire pour la collectivité, le groupe

2. Exemple du 2D appliqué à la notion de liberté :

Les droits et libertés utilisés en mode 2D sociétal sont à la fois binarisés sous l'angle de la pulsion légitime (faire ou ne pas faire, permis ou non permis, acceptable ou non...) et encadrés par la loi, les dogmes, les usages conventionnels, la morale rigide, généralement dans un cadre d'indifférenciation, d'impersonnalisation, voire de déshumanisation (utilisation de la machine, de la technologie, de l'IA). L'homogénéité de principe, l'unité de façade, la méthode unique, sont les marqueurs signés du 2D dans le contrôle des masses. Le paradoxe dans la pratique libertaire est que celle-ci est d'essence du 3D ou 4D dans la nuance, la subtilité, l'adaptabilité, le discernement appliqué. C'est la raison pour laquelle l'encadrement systémique des droits et libertés humaines ne peut jamais être satisfaisant ni relever de la plénitude pour l'individu-citoyen éduqué, affirmé, autonomisé. Par contre, le 2D tend à satisfaire globalement tous ceux et celles qui sont matricés au lait culturel dominant et formatés au mortier systémique existant. Tous les besoins physiques, neurocognitifs, sensoriels, émotionnels, sexuels, psychologiques..., dans les libertés d'échanger, de s'exprimer, de penser, de décider, d'agir, d'entreprendre, de faire, de créer, de se déplacer, de voyager, de rencontrer, de se former, de s'informer, de refuser..., relèvent de la nature complexe du vivant. La liberté est en réalité une exigence 3D supposant à la fois une énergie et une motivation de base, la revendication de droits légitimes avec une idée précise de ce que l'on veut faire, obtenir ou dire en s'autodisciplinant dans l'esprit de responsabilité. On peut même atteindre la dimension 4D avec l'exigence de qualité dans l'exécution, de fluidité dans le mouvement, d'aisance dans la réalisation, d'audace dans l'engagement et la prise de risque maîtrisée. Il ne peut donc y avoir de véritable et saine pratique libertaire sous la contrainte, le conditionnement, la médiocrité, la passivité, le suivisme, la soumission, ou encore dans un lâcher prise ponctuel. Le véritable esprit de Liberté consiste à la fois dans... :

1. Une **force énergétique intramoléculaire, intracellulaire, intraneuronale et intrapsychique** suffisante pour animer chaque pulsion, chaque besoin dominant, chaque fonction psychomotrice, chaque organe vital du corps physique, ainsi que l'ensemble de l'activité cérébrale, en vue d'animer la vie à l'état brut, puis l'instinct de survie, puis tous les tropismes animant l'animalité et l'humanité inhérentes au vivant supérieur.

2. Un **droit existentiel fondamental** qui permet de s'affirmer pleinement et légitimement en tant qu'individu autonome, de développer de manière optimisée ses propres capacités et potentiels issus de l'inné et de l'acquis, de transcender à sa guise les limites du temps et de l'espace de manière volontariste, consciente, dans un spectre de plus large ouverture face à la réalité vécue.

3. Une **représentation mentale idéalisée de la liberté** en étant capable de faire, de réaliser un souhait ou un objectif (aspiration, espérance, pensée, vision, rêve, fantasme, imaginaire...) de manière concrète, précise et ciblée, à partir d'un comportement spécifique et/ou de moyens disponibles. Il doit exister une parfaite symbiose entre son propre fonctionnement, sa propre personnalité, ses propres réflexions, actions et décisions et les conditions d'exécution. La véritable application libertaire suppose dès lors 2 conditions préalables :

- L'interaction entre la pratique libertaire des uns et celle des autres doit résulter d'un compromis équitable et non d'un alignement directif et/ou imposé par la loi, l'usage dogmatique, la priorité des uns sur les autres.

- La capacité libertaire étant directement proportionnelle à l'ensemble des contraintes et obstacles imposés par le milieu de vie, il est évident que moins ceux-ci s'imposent ou préexistent et plus la dimension libertaire est optimisée.

4. Un **sens de l'autodiscipline** animé d'un esprit de responsabilité impliquant la présence d'une certaine forme de lucidité, de discernement, d'intelligence relationnelle.

Sans les préalables 3 et 4, le recours à la liberté n'est qu'un retour à l'instinct primaire, à l'animalité dans ses excès possibles. C'est la raison pour laquelle, le pur 2D est l'ennemi de l'esprit de liberté et de la bonne pratique libertaire.

Les nuances du 3D libertaire face au 2D spontané

- . Application du discernement, hauteur de vue
- . Niveau de conscientisation plus élevé de type ++ ou +++
- . Recours à la légitimité dans le cadre du principe de réciprocité
- . Self-control impliquant une plus grande maîtrise de soi
- . Recherche d'efficacité bien plus que d'efficacité apparente ou immédiate
- . Plus grande capacité de nuance, subtilité, finesse, sensibilité
- . Posture, engagement, passage à l'acte, plus responsable

L'entrisme du 2D et le causalisme primaire

En matière sociétale, la référence principale au 2D et à ses extensions causalistes primaires (cause/conséquence) se retrouve communément dans le législatif, l'institutionnel, le politique, le médiatique et dans bien d'autres domaines. Il s'agit d'une véritable empreinte mentale productrice d'engrammes en continu dans le fonctionnement cognitif commun, que relaient chaque jour toutes les cultures dominantes par le biais des épiphénomènes sociétaux. En prenant parti intellectuellement, moralement, légalement, judiciairement pour ou contre, le 2D recouvre tous les excès du bipolarisme à vouloir tout expliquer par le manichéisme, les oppositions, la causalité, le dualisme, voire par une vision antagoniste du monde. Lorsque cela devient systématique chez l'individu intelligent, très intelligent ou peu intelligent, on peut dire qu'il s'agit-là d'une déviance de l'intelligence humaine (maladie de l'intelligence) à ne jamais pouvoir se placer au centre de la vérité objective, de l'essentialisation, de la nuance, d'un équilibre serein et impartial. Une maladie d'autant plus perverse que l'intelligence

en mode 2D se prend pour une manifestation du discernement (3D et 4D) en autojustifiant alors ses propres raisonnements par des logiques séduisantes souvent sophistiquées ou totalement orientées. C'est d'ailleurs là que se situe le cœur de la problématique sociétale à confier les rênes du pouvoir à des personnes très (trop) intelligentes, mais aussi très (trop) formatées en 2D, à des individus en apparence bien sous tous rapports, sauf en matière de matricage psychique profond. Des individus qui sous couvert de leurs statuts, rôles et titres propagent et imposent leurs fixations mentales et cognitives, leur imaginaire fictionnel et/ou fantasmagorique, en croyant avoir totalement raison dans ce qu'ils disent et ce qu'ils croient être.

Il est d'ailleurs observable que la plupart des sociétés humaines auto-entretiennent une sorte de mentalisation schizophrène et/ou bipolaire de la réalité (c'est moi ou le déluge ; notre système est le meilleur ; nos postures et décisions sont les seules viables...). Une représentation de la réalité souvent simpliste, simplificatrice, voire réductrice de la vérité des faits et/ou des évidences de la nécessité. Une posture mentalo-collective (mentalité) qui, si elle apparaît stable sur ses appuis culturels, historiques, institutionnels, politiques, économiques, traduit en fait une essence purement binaire des fondamentaux et des dogmes sociétaux dominants évacuant *de facto* 2 autres possibles : l'équilibre au milieu avec tout un spectre de nuances (W) ; l'autrement et l'ailleurs en créant la rupture, en sortant de manière inventive, créative des modèles connus ou en place (Z). Le choix de X contre Y ou de Y contre X sans tenir compte d'autres possibles W ou Z et/ou de synthèses croisées entre eux, est toujours révélateur d'un cadre de référence plus ou moins intransigeant, étrié, partiel, imparfait, dogmatique, supposant à la fois des rigidités structurelles et des arrangements opportunistes avec la réalité. C'est le prototype sociétal caractéristique du dirigisme, du traditionalisme, du conservatisme, fondé sur un antagonisme structurel avec la certitude d'avoir raison contre tous et/ou que cela suppose une nécessité de confrontation, un rapport dominant/dominé.

De la bipolarité 2D à la multipolarité 3D et 4D

Les principales combinaisons sont au nombre de 16 (hors 1D avec X ou Y unipolaire) :

• **Pur 2D** (a contre b, a avec b) :

X - Y / X - Z / X - W / Y - Z / Y - W / W - Z

XY - XZ - XW - YZ - YW

• **Pur 3D ou 4D** (a couplé avec b, c et/ou d) :

XYZ - WXY - WXZ - WYZ

WXYZ

La systémisation en 2D

La systémisation d'une société en 2D via ses principaux épiphénomènes sociétaux est le signe patent que l'individu et la citoyenneté sont objectivement secondaires dans l'ordre de prédominance au sein d'une nation. Le principal étatique consiste à privilégier d'abord les paradigmes d'autorité institutionnelle, d'ordre, de contrôle, de surveillance, de sécurité, de gestion, de hiérarchie, d'opposition, de concurrence... Cette dimension purement systémique est largement priorisée en s'accompagnant généralement d'un traitement fonctionnel, opérationnel, médiatique et académique centré sur la préférence informationnelle orientée selon les intérêts en jeu ou ciblée en fonction de l'actualité, ainsi que sur les

causes apparentes, les faits visibles, les conséquences directes. Cette forme d'instrumentalisation système/institution/média (systémisation) s'intéresse beaucoup moins à la raison des causes (source), aux effets induits, à la finalité d'ensemble et/ou au 360°, dès lors que ceux-ci ne lui sont pas directement favorables. C'est à l'évidence la systémisation paramétrée pays par pays qui nourrit et entretient un fonctionnement mental et cognitif en partie déformé aussi bien au cœur des masses et des peuples peu cultivés, mal informés, conditionnés, que chez les élites cultivées et bien informées, ou encore au sein des minorités complotistes, des opposants, des partisans, des servants et collaborateurs. Autrement dit, tant que le 2D domine en profondeur de l'activisme mental, donc de l'esprit humain, l'individu ne peut que s'éloigner inconsciemment du véritable centre de gravité de la réalité aussi bien dans la nuance, l'objectivité, la vérité, la transparence, l'honnêteté intellectuelle... En un mot, la systémisation en 2D s'éloigne des valeurs capables de fonder réellement l'évolution avancée des hommes, des citoyens, des peuples et des sociétés.

En conditionnant, influençant et contrôlant l'esprit des peuples à accepter l'ordre imposé comme un état de fait et/ou un état de droit fondé sur une vision dualiste supposant la soumission inconditionnelle à la loi, la systémisation contribue à l'inaboutissement chronique des hommes et des femmes. Tant que les systèmes sont architecturés à partir de fondamentaux 2D (clivage, rapport de force, dominant-dominé, gagnant-perdant, autorité-obéissance, ennemi-allié, méchant-gentil, utopie d'avenir-héritage du passé, être le meilleur ou le plus fort...), ceux-ci ne peuvent que perpétuer en boucle les mêmes imperfections et erreurs tout au long des siècles. De la même manière, il ne suffit pas que la communication institutionnelle, corporate, politique ou économique soit modélisée ou présentée de manière faciale ou nominale en 3D ou 4D pour évincer le fond 2D préexistant. Au lieu de libérer sainement les énergies, favoriser les différences, différencier les capacités et potentiels, motiver les individus-citoyens à aller de l'avant, les systèmes animés en 2D entretiennent le bridage des peuples dans la division, la médiocrité, la confrontation, la soumission. Au lieu d'offrir des perspectives d'amélioration durable dans la vie de chacun, de positiver l'initiative, d'offrir un avenir motivant, les systèmes reposant foncièrement sur le 2D ne peuvent pas sortir spontanément de leur logique autocentrée sur la survie politique du régime dominant, la suprématie des forces et moyens, la standardisation du comportement citoyen, la normalisation de l'offre, le bridage des libertés publiques, voire sur l'intellectualisation idéologisée, doctrinaire, dogmatique. Il existe une multitude de preuves flagrantes de ce phénomène contractif, « soumissif » et bridant un peu partout dans le monde caractérisé par l'encadrement des droits humains fondamentaux, la privation de libertés ici, de surveillance et flicage là, de richesse extrême d'un côté et de paupérisation de l'autre, d'usages moraux, écologiques et coutumiers restrictifs dans tel pays ou encore du besoin d'édifier sans cesse des barrières, des murs de pierres et de verres...

Résister comme moyen d'apporter le changement

Rappelons qu'il existe des réponses « abrasives » et contestataires en démocratie pour combattre l'inadéquation de la réponse étatique, institutionnelle, organisationnelle. À tout moment, le citoyen a le moyen de résister et répondre à sa manière face à l'exercice d'une dominance jugée insupportable et/ou lorsque les représentants du système s'arc-boutent dans l'inertie, la répression,

l'intolérance, la rigidité, la dureté vis-à-vis des populations. Il est toujours possible par le courage et la volonté d'arrêter le processus en misant sur la détermination et la patience. De la même manière, lorsque les personnels de la puissance publique apparaissent « out of reality » en étant distant, peu conscient des vrais problèmes des gens, peu impliqués ou empathiques dans la recherche de solutions personnalisées, le citoyen doit refuser les réponses génériques, « bateaux », toutes faites, inappropriées, pour son cas personnel. Le citoyen doit également se méfier des positions, des arguments et discours provenant des élus, des élites, des influents, des commentateurs, des nantis économiques du moment, lorsque ceux-ci se réfèrent d'emblée au politiquement correct et/ou pratiquent un déni affiché contre tout ce qui s'oppose à leurs convictions économiques, idéologiques, religieuses, politiques ou autres. Enfin, le citoyen adulte doit se dissocier de la grande masse de ceux qui se montrent résignés, passifs, suiveurs, aveugles et sourds face aux alertes et aux faits incontestables de la réalité (citoyen 1D, citoyen 2D). Par principe, le véritable esprit citoyen couplé à l'adultisme humain et aux valeurs évolutionnaires doit être parfaitement complémentaire, et surtout à égalité de rapport, avec les décisions, les pratiques, les méthodes de fonctionnement, provenant de tous les épiphénomènes sociétaux. Ainsi, si l'offre systémique est de niveau 1D ou 2D et que la demande citoyenne est également de même niveau, alors la relation apparaît relativement équilibrée et satisfaisante pour les deux parties. À l'inverse, si l'offre systémique est de niveau 2D- alors que la demande citoyenne est de niveau 2D+, alors le gap (écart) accentue le déséquilibre sociétal aux dépens du citoyen. Que penser alors d'un écart entre le 2D0 ou le 2D+ de l'offre systémique au sein de tel pays dit démocratique et une demande citoyenne de niveau 3D ? On assiste-là en direct à une nette fracture sociétale, un déséquilibre démocratique notable, expliquant toutes les causes chroniques d'insatisfaction, de violence, de rejet, au sein des populations ainsi que leur niveau d'intensité. Si la technologie et le progrès scientifique permettent de combler momentanément le différentiel en surface du quotidien et/ou si la culture dominante (éducation, académisme, information médiatique, religiosité, idéologie politique, économie et argent...) réussit à matricer fortement les esprits pour s'en contenter, il n'en demeure pas moins que l'honnête réflexion, le bon sens et/ou l'intuition ressentent ce déséquilibre profond souvent masqué par la communication, les règles et les procédures institutionnelles.

Les 5 types de citoyens

Selon le niveau très bas ou très haut d'influence environnementale, familiale, sociale, d'éducation, d'information, de compétence, le citoyen lambda est généralement le reflet miroir de l'existant sociétal global en le réfléchissant à l'identique ou presque. Hiérarchisation de l'individu dans sa citoyenneté :

Le citoyen 1D : animalité forte et non discernée dans la réalité vécue

Le citoyen 2D- : vision binaire, manichéiste, de la réalité connue, vécue

Le citoyen 2D0 : comportement collant à la réalité des règles du système

Le citoyen 2D+ : pragmatisme et opportunisation du réel

Le citoyen 3D/4D : discernement, lucidité, hauteur de vue, face au réel

Dans toute démocratie digne de ce nom, le 3D doit être l'objectif collectif à atteindre. Pour cela, chaque citoyen 3D doit pouvoir faire valoir ses vues et positions par défaut (en priorité) à partir d'une attitude affirmée et/ou d'une demande argumentée selon 4 manières :

1. Autocontrôler le 2D en soi : Se méfier constamment de ses propres réflexes

2D- et 2D0 lorsque ceux-ci tendent à privilégier la pulsion brute (réagir violemment, passer à l'acte sur le champ, prendre une décision sans réfléchir, exprimer une émotion ou un sentiment sans contrôle de soi ou sans l'accord de l'autre...) ou encore favoriser la pulsion inhibée (être bloqué(e), rester passif [ive], ne rien entreprendre ni faire qui puisse être mal interprété, suivre le mouvement général pour mieux se cacher à l'intérieur...). Dans ce cas, la meilleure attitude à adopter oblige à passer rapidement en mode 2D+ ou 3D en ne faisant rien qui ne soit d'abord discerné, clarifié, étudié dans ses causes, raisons et effets (sauf danger immédiat ou survie). La meilleure façon de procéder consiste à s'inscrire dans une logique d'intelligence relationnelle en s'intéressant d'abord à l'autre plus qu'à soi-même.

2. Utiliser le vote : Faire en sorte de changer régulièrement et systématiquement ceux et celles qui le représentent (mandataires, parlementaires, élus, dirigeants, leaders politiques...) à l'occasion de chaque vote (dégager, virer, sacquer, alterner les élus). L'objectif n'est pas seulement de permettre une alternance régulière entre 2 ou 3 parties historiques, mais de favoriser des ruptures avec l'arrivée de nouveaux entrants imperméables aux idéologies dominantes capables de proposer de nouveaux axes d'action crédibles. L'idée est que s'amorce peu à peu un changement de mentalité, une courbure dans les habitudes, qui soit plus favorable aux demandes et aux idées citoyennes.

3. Résistance active : Pratiquer une résistance destinée à rendre coup pour coup de manière légitime, avec l'application du principe de réciprocité, dans le cadre d'une réponse juridique individuelle ou collective, d'une expression verbale, écrite, artistique et/ou comportementale directe via les bons médias, la participation à des débats publics. Il est également recommandé de participer à des manifestations, à des mouvements de désobéissance civile, de contestation, de nature à faire bouger l'opinion publique. C'est aussi pratiquer un blocus numérique, symbolique de telle ou telle institution en effectuant, à chaque fois, un ciblage nominatif du ou des responsables directement concernés et/ou en révélant des faits précis...

4. Résistance passive : Pratiquer un type de résistance ciblée en manifestant de la lenteur administrative, de la mauvaise volonté fiscale, un boycott, une baisse de consommation ou d'achat ciblé, du zapping continu de marques ou de médias, une réorientation de son épargne, une abstention massive lors de vote (+50 %) indiquant clairement un rejet, une non-participation à l'idée ou au projet proposé. Ce type de résistance consiste à envoyer un message clair de refus impliquant soit un recul, des efforts significatifs à faire, un nouveau programme de réforme, le changement de tête...

Dans tous les cas de figure, le citoyen doit rester libre de sa pensée en sachant complètement dissocier son propre jugement, sa propre intime conviction, de la plupart des affirmations positivées ou négativées provenant des élites politiques, médiatiques, économiques, intellectuelles, philosophiques, religieuses, scientifiques..., alors que celles-ci ne font souvent que coller à la réalité du moment, répéter ce qu'elles ont appris dans un cadre académique, servir une cause précise ou raisonner à partir d'une idéalisation ou d'une idéologie dominante. Il faut toujours se rappeler que même si l'intention initiale est bonne et humaniste, c'est la méthode utilisée par les hommes et les femmes formatés par les systèmes en place qui altèrent, vicient, pervertissent, cette première intention en lui donnant au fil du temps une application déviante ou une polarité inversée. Il est dès lors évident que ces 4 types de résistance ne sont valables que dans le cadre d'un projet dynamique de changement évolutionnaire, ou d'un existant démocratique avancé, clair, animé d'un état d'esprit lucide, objectif,

proactif, non ambitieux pour soi et surtout non idéologiquement partisan. Les dysfonctionnements et aberrations constatés dans certains épiphénomènes sociétaux sont ancrés dans les habitudes de fonctionnement en étant considérés comme normaux pour la plupart des personnels concernés, sauf à en être complices. Il existe néanmoins dans chacun des 34 épiphénomènes sociétaux, et cela dans toutes les nations du monde, de belles marges de progrès démocratique sous condition préalable d'un véritable nettoyage systémique (homme, structure, organisation, moyens, financement...) impliquant l'avis des citoyens eux-mêmes et non uniquement celui des élus et experts.

Il ne sert à rien de résister ou de s'opposer sans proposer simultanément un axe de sortie plus favorable et/ou d'envisager des solutions et propositions plus adéquates. Toute contestation objective d'un système en place suppose d'effectuer d'abord une balance objective entre les faits contestables et les faits utiles en procédant en 3 temps :

1. Entreprendre un diagnostic précis et en profondeur de l'existant institutionnel par comparaison avec d'autres méthodes plus adéquates (autre pays, autre époque, autre possible).
2. Constater l'impossibilité structurelle ou politique dans la méthode de gouvernance à pouvoir procéder à des changements ou à des améliorations plus positives.
3. Proposer des solutions programmatiques concrètes qui soient acceptables par le plus grand nombre.

En résumé, l'esprit de résistance suppose de dépasser le simple 2D animé d'un esprit de facilité, de résignation, de suivisme ou encore de vengeance, de représailles, de vendetta, qui ne fait que prolonger indéfiniment l'existant et/ou les rivalités directes ou sous-jacentes. On ne combat pas un système en place pour l'éliminer définitivement, mais pour l'améliorer de l'intérieur, le faire progresser. C'est cela le véritable esprit de résistance consistant à faire passer le 2D existant au 3D possible en se l'imposant d'abord à soi-même !

L'irresponsabilité des systèmes face à la responsabilité des individus

L'ennemi chronique du citoyen moderne et des peuples en général est dans le forçage institutionnel continu, dès lors que celui-ci perpétue tout un ensemble d'aberrations sociétales. Le 2D systémique n'est absolument pas une robuste option démocratique sur laquelle fonder l'avenir de l'humanité. Tant que l'environnement politique, institutionnel, culturel, économique, social..., produit du négatif civique, de la frustration, de l'insuffisance, de l'insatisfaction, de la culpabilisation, de l'infantilisation, de la démotivation, de l'indifférenciation, de la division, de la sanction, de la taxation, de la répression..., il est et sera toujours sain et adulte d'en refuser l'occurrence. S'il est vrai que l'individu-citoyen lambda s'accommode assez facilement des mauvaises conditions de vie dans un rythme existentiel sans répit (stress négatif, information anxigène, contraintes imposées, obligations administratives, éducatives, sécuritaires, fiscales, bancaires, professionnelles, morales, sanitaires, culturelles, alimentaires...), il n'en demeure pas moins que la mémoire collective n'oublie pas, voire ne pardonne pas. Il est vain de croire que l'exercice du pouvoir aujourd'hui protège de futurs retours de bâton. À toute époque, le politique passe et le citoyen reste ! Aussi, ce ne sont

pas les leurres médiatiques, le marketing politique, les techniques de communication, les Tables de la loi, qui protègent indéfiniment l'image, le nom, les décisions, les réalisations, de ceux et celles qui en abusent. Ce ne sont pas on plus les mesures artificielles de complémentation, de fuite en avant dans la bionique, l'IA, les substituts hautement technologiques, qui vont vraiment changer la complexité innée de l'esprit humain. Elles ne peuvent agir qu'en surface du comportement (2D0), voire en seconde ligne (2D+), à l'instar de greffons artificiels apportant des solutions momentanées, des réponses de surface. Par contre, ce qui est sûr et certain, c'est que tout forçage systémique inclusif déforme et dérègle peu à peu les fondements structurels et naturels du vivant.

À bien y réfléchir, toutes les pratiques binaires et conservatrices héritées en grande partie du passé familial, communautaire, collectif, national, relèvent d'une forme d'infantilisation et non d'un adultisme (être adulte au sens psychologique) nourrit par différents mythes et croyances tels que ceux de la puissance, de l'invulnérabilité, de la supériorité, de l'exemplarité à suivre, de l'obéissance protectrice... Lorsque la raison ne suffit pas, on agit également sur l'imaginaire, le rêve, l'espérance. Autant dire que ce « socktail » (contraction de système et mixte entre croyance, raison et imaginaire) est de ceux qui étourdissent et/ou excitent l'esprit jusqu'à reporter son incomplétude, son mal-être, ses malheurs, sur les autres. Chercher le coupable vers l'extérieur de soi alors qu'il est souvent en soi, traduit une forme de lâcheté mentale et intellectuelle aggravée, dès lors que l'on agit au détriment d'autrui ou sur le dos des autres. Toute la problématique systémique est dans son rapport au véritable esprit de responsabilité, lui-même dépendant d'une interaction forte entre les entités concernées. Plus l'esprit de responsabilité domine et plus l'interaction est forte entre les acteurs sociétaux et inversement, plus l'interaction est faible et moins l'esprit de responsabilité s'impose entre eux.

Les 7 grands types d'acteurs sociétaux

Plus le citoyen (1) est éloigné des autres acteurs sociétaux (3, 4, 5, 6, 7) et moins l'interaction entre eux est forte avec une baisse consécutive notable de responsabilité du haut vers le bas (4, 5, 6 ou 7 vers 1). De manière générale, plus la distance est grande entre le citoyen et les représentants de la puissance publique et moins ces derniers sont concernés par la responsabilisation de leurs décisions, des mesures prises et/ou des réformes engagées. Il existe 7 grands types d'acteurs sociétaux (hors machine, automatismes, robot, androïde...) :

1. **L'individu-citoyen** en tant que double élément source (Demande, attente, besoin) et final (utilisateur, consommateur, usager...).
2. **Les groupes primaires** en relation étroite, quotidienne (ménage, parent, fratrie, famille, ami, associé, homologue, collègue direct de travail...) ayant un mode de fonctionnement similaire, coopératif, affectif, d'entraide...
3. **Les groupes secondaires** en relation épisodique, à distance (voisin, riverain, relation professionnelle, membres actifs, usagers, adhérents, administrés, pratiquants d'une même activité...) ayant certains intérêts communs à défendre, des rapports contractuels ou conventionnels.
4. **Les entités organiques** (industries, entreprises, multinationales, établissements privés ou publics, organismes, associations...) fondée sur une hiérarchisation, une concurrence et/ou un parcours d'obstacles en interne, proposant une Offre spécifique à l'intention d'une Demande ciblée, d'un marché, d'un secteur donné.
5. **Les groupes tertiaires** agissant par délégation au nom du citoyen, d'un

organisme, des pouvoirs publics, de manière normative, éloignée et/ou sans échange relationnel, ou encore par un biais fonctionnel statutaire, en interagissant directement entre eux (parlementaires nationaux, personnels administratifs au sein des collectivités locales et territoriales, représentants économiques, diplomatiques, politiques, culturels...).

6. **Les institutions** privées, publiques et parapubliques au sein des principaux épiphénomènes sociétaux, caractérisées par les fonctionnaires, les agents du service public, les technocrates, les hauts responsables...

7. **La gouvernance d'État** (présidence, ministères, conseillers d'État, état-major, cabinets et directions placés sous l'égide de la présidence, du Premier ministre...

Distanciation sociale et interaction forte ou faible

La **distanciation** entre les individus est un facteur direct d'engagement personnel, donc d'intensité dans la mobilisation de l'ensemble de ses propres valeurs évolutionnaires (ou non), faisant que plus la proximité est grande et plus l'implication directe est grande, alors que plus la distanciation est élevée est moins l'engagement est précis, ciblé et intense. Dans le cadre de ce premier principe social intervient un second principe biophysique associé à la notion d'**interaction forte ou faible** entre individus. L'interaction correspond à une action mutuelle mobilisant ou non les réflexes, pulsions et besoins de chacun, notamment ceux animant le mental humain et ses valeurs évolutionnaires (ou non). En effet, sans valeurs et/ou référentiels identiques, il ne peut y avoir de similitude en matière d'acceptation ou d'harmonie dans la relation entre deux individus, dans la relation entre le collectif et l'individu, entre le système et le collectif et/ou entre le système et l'individu-citoyen. Pour qu'une interaction soit forte, il est nécessaire que préexiste une relation sociale de proximité réelle ou virtuelle (échange, pensée, affect, imaginaire...) au sein d'un collectif homogène (groupe primaire, entité organique). À l'inverse, plus la distance hiérarchique, fonctionnelle et/ou statutaire au sein de collectifs secondaires ou dominants est importante, et plus l'interaction entre individus et acteurs systémiques devient faible, voire inexistante. Il en résulte que plus l'éloignement du citoyen est important (exclusion, non-participation, non-implication, non prise en compte de ses opinions ou attentes) sein de n'importe quel collectif et moins il devient possible d'interagir de manière synchrone ou harmonieuse avec lui. Ce constat est également valable avec tous les autres acteurs systémiques.

3 types de collectifs

Si par définition le collectif commence au groupe primaire, on peut le scinder en trois parties distinctes :

. Le **collectif homogène** est représenté par les groupes primaires (2) et les entités organiques (4), lesquels recourent communément aux mêmes principes, à des valeurs similaires, à une relative intensité d'échange, voire à une complicité relationnelle entre leurs membres.

. Le **collectif hétérogène** qui inclut les groupes secondaires (3) et tertiaires (5) est caractérisé par une hétérogénéité d'ensemble plus ou moins grande pouvant tendre jusqu'à l'indifférence, l'indifférenciation, l'irresponsabilité, envers les acteurs sociétaux de niveau « inférieur » et/ou les plus éloignés. Le cas est beaucoup plus rare avec les entités de niveau supérieur ou de tutelle.

. Le **collectif dominant** comprend les institutions (6) et la gouvernance d'État (7) dont la vocation principale consiste à gérer, commander, orienter, influencer de

manière directive l'ensemble des autres (1 à 5).

En corollaire aux deux premiers principes (social et biophysique), il est observable que plus un individu est animé et structuré par des **valeurs** fortes et plus celui-ci tend à les appliquer de manière constante, voire intense, au sein de tous les collectifs qu'ils soient homogènes, hétérogènes ou dominants. De manière inverse, moins l'individu dispose à l'origine de valeurs fortes et moins celui-ci est en capacité d'interagir avec intensité sur les autres individus impliqués dans les différents collectifs, sauf en appliquant les instruments artificiels du pouvoir coercitif (bâton) et de la motivation (récompense), voire certains stratagèmes de manipulation. C'est la raison pour laquelle, la distanciation couplée au niveau plus ou moins actif de valeurs conservatrices, morales ou évolutionnaires, induit toujours en ligne directe ou indirecte des interactions fortes ou faibles entre acteurs systémiques. Il en découle alors mécaniquement un niveau fort ou faible d'implication volontariste, d'exposition personnelle, en matière d'**esprit de responsabilité** (et de coresponsabilité) animant normalement l'adultisme, le sens de la responsabilité, l'honneur, la dignité, le courage, l'abnégation ou, au contraire celui de la déresponsabilisation se manifestant par l'indifférence, la bassesse, la lâcheté, le report infantile sur autrui... Le fait d'accepter de subir personnellement les conséquences de ses décisions, actes ou dires et celui de les nier, les dénier par le mensonge et/ou ne pas les accepter, différencient fondamentalement la qualité intrinsèque des acteurs sociétaux entre eux, des individus entre eux. L'application ou non de l'esprit de responsabilité sur le terrain de la réalité est un facteur clé dans les relations humaines, citoyennes, sociétales. Elle est même décisive en matière de comportement individuel, citoyen et systémique. Plus le système est éloigné du vécu du citoyen lambda et moins ses représentants pratiquent le véritable esprit de responsabilité devant normalement conduire à des conséquences personnelles pour toute action engagée comme pour toute décision prise par chacun d'eux. En se protégeant derrière un statut public et/ou derrière l'enceinte protectrice du système, les acteurs systémiques tendent à s'éloigner des vraies valeurs évolutionnaires du fait de leur fonction. On assiste alors à une citoyenneté systémisée, c'est-à-dire bridée et asservie aux règles dominantes des systèmes en place.

Entre le citoyen et les systèmes en place, on assiste couramment à de grandes différences en matière de responsabilisation et d'implication mentale expliquant, entre eux, les notions de distanciation élevée et d'interaction faible. S'il est évident que la responsabilisation s'amplifie dans le collectif homogène notamment dans les groupes primaires et entités organiques, elle se réduit mécaniquement dans le collectif hétérogène, les groupes secondaires et tertiaires, ainsi que dans le collectif dominant (gouvernance, pouvoir public, institution...). En associant aux deux principes (distanciation sociale + interaction biophysique) les deux corollaires mentalo-cognitifs (valeurs + responsabilisation), on obtient des relations interindividuelles, intercitoyennes, intercollectives, intercitoyen/système, dans lesquelles chaque facteur influence le suivant :

Valeurs → Interaction → Esprit de responsabilité → Distanciation
→ **Collectif (homogène, hétérogène, dominant)**

Il devient ainsi possible de définir la polarité des rapports sociaux, systémiques et sociétaux, selon 4 types d'interactions naturelles, hors forçage non naturel exercé sur l'individu-citoyen par les acteurs systémiques dominants :

1. Interaction naturelle forte (+ = élevé ; μ = moyenne ; - = réduit)

Celle-ci se caractérise par une relation légitime, étroite, spontanée, instinctive, pulsionnelle, opérationnelle, affective, émotionnelle, fondée majoritairement sur une forte attirance/dépendance à agir, réagir, dire, faire, favorisant la proximité, le rapprochement, l'échange, le partage, la disponibilité, l'accessibilité, l'écoute active, la complicité... La pratique de certaines valeurs positivées, voire optimisées, est ici majeure dans la capacité d'influence à faire changer, modifier l'ordre des choses et/ou faire évoluer le rapport à autrui :

**Valeurs+ → Interaction+ → Esprit de responsabilité+
→ Distanciation-**

- . Individu avec valeurs+ → individu avec valeurs +/ μ /-
- . Individu avec valeurs+ → collectif homogène, groupe primaire +/ μ /-
- . Individu avec valeurs+ → collectif hétérogène/dominant+/ μ /-
- . Collectif homogène avec valeurs+ → autre collectif homogène+/ μ /-
- . Collectif hétérogène avec valeurs+ → 3 autres collectifs+/ μ /-
- . Collectif dominant avec valeurs+ → individu et 3 collectifs+/ μ /-

2. Interaction naturelle limitée (μ = moyenne ; + = élevé ; - = réduit)

Elle se définit par des rapports formels, conventionnels, conformistes, stéréotypés, standardisés, dans lesquels les relations sont globalement tangentielles (rapide, ponctuelle, factuelle, peu développée) et/ou contractuelles sur un objet et une durée déterminés. Chaque acteur conserve une distance proxémique prédéterminée, tout en faisant les efforts nécessaires pour intégrer provisoirement autrui dans sa sphère d'activité.

**Valeurs μ → Interaction μ → Esprit de responsabilité μ
→ Distanciation+**

- . Individu avec valeurs μ → individu avec valeurs μ /-
- . Individu avec valeurs μ → collectif homogène, groupe primaire μ /-
- . Individu avec valeurs μ → collectif hétérogène/dominant μ /-
- . Collectif homogène avec valeurs μ → autre collectif homogène μ /-
- . Collectif hétérogène avec valeurs μ → 3 autres collectifs μ /-
- . Collectif dominant avec valeurs μ → individu et 3 collectifs μ /-

3. Interaction naturelle faible (- = réduit, faible ; ++ = très élevé)

Le niveau d'interaction est structurellement limité en étant le plus souvent soumis à des règles normatives, à des obligations légales, à des usages conservateurs, induisant une adhésion a minima, souvent forcée, contrainte, mettant en exergue la notion de devoir à assumer. La distance relationnelle entre acteurs est manifestement peu empathique, peu bienveillante, peu tolérante, peu motivante, voire froide, tactique, stratégique, manipulateur.

**Valeurs - → Interaction - → Esprit de responsabilité -
→ Distanciation++**

- . Individu avec valeurs - → individu avec valeurs -
- . Individu avec valeurs - → collectif homogène, groupe primaire -
- . Individu avec valeurs - → collectif hétérogène/dominant -
- . Collectif homogène avec valeurs - → autre collectif homogène -
- . Collectif hétérogène avec valeurs - → 3 autres collectifs -

. Collectif dominant avec valeurs - → individu et 3 autres collectifs -

4. Interaction naturelle nulle (-- = nul ; ++ = très élevé)

La distance sociale, culturelle, idéologique, politique, économique, consensuelle, coopérative, est telle qu'elle atteint le zéro intérêt pour l'échange ou l'intervention, l'indifférence totale, l'implication nulle, voire le pur 180° dans des attitudes purement négatives (agressivité, violence, brutalité, cynisme, immoralité...). Il n'existe aucun liant moral, affectif ou émotionnel entre acteurs sociaux et sociétaux expliquant toutes les bassesses, méchancetés, ignominies humaines.

**Valeurs-- → Interaction-- → Esprit de responsabilité--
→ Distanciation++**

- . Individu bestial/conditionné/androïde/robot avec valeurs-- → tout acteur
- . Collectif homogène avec valeurs-- → individu et 3 autres collectifs -/--
- . Collectif hétérogène avec valeurs-- → individu et 3 autres collectifs -/--
- . Collectif dominant avec valeurs-- → individu et 3 autres collectifs -/--

On s'aperçoit dans ces 4 types d'interactions naturelles que la distanciation entre acteurs sociaux et sociétaux est un facteur décisif pour l'application ou non de tout enseignement, de tout usage et pratique, de tout comportement et attitude, de tout dogme, de toute loi, de toute règle morale. Plus les individus ont une proxémique réduite, plus ils sont ouverts à l'échange en s'influençant mutuellement. À l'inverse, la primauté de la distance sociale et publique animant la plupart des épiphénomènes sociétaux n'encourage ni l'échange ni l'influence mutuelle. C'est la raison pour laquelle toute démocratie avancée, comme toute citoyenneté avancée, nécessite que le citoyen soit replacé au centre des activités sociétales afin que l'individu-citoyen échange avec l'individu-citoyen. Sans cela, on ne peut qu'observer les manœuvres systémiques habituelles consistant à impliquer d'abord ou de manière principale les collectifs dominants et hétérogènes, voire au mieux les entités organiques et homogènes, afin d'interagir sur le citoyen lambda. Il est clair que dans la plupart des sociétés modernes, les collectifs sont les intermédiaires sociétaux plus aux ordres, sous la tutelle et/ou dépendants des systèmes en place que des citoyens eux-mêmes, faisant que ces derniers sont obligés d'utiliser en retour les collectifs pour que ceux-ci deviennent les passeurs de leurs demandes, attentes et opinions. Ce moyen terme sociétal réduit *de facto* le recours à grande échelle de valeurs fortes, positives et évolutionnaires, dont celle de l'esprit de responsabilité, vitales pour assainir et harmoniser les relations interhumaines. On comprend alors pourquoi la médiocratie, voire l'animalité, s'impose aussi facilement, pourquoi la légalité assujettit la légitimité, pourquoi l'autoritarisme s'impose sur le respect de l'intégrité, pourquoi le dirigisme systémique et étatique refuse le droit à l'autonomisation comportementale, cognitive, mentale, civique.

Changer de paradigme systémo-culturel

L'esprit de responsabilité individuel, c'est-à-dire celle du citoyen, doit s'imposer sur l'irresponsabilité systémique et sociétale. Il faut pour cela que l'interaction soit forte entre l'individu-citoyen lambda et les représentants des institutions publiques, qui sont par ailleurs eux-mêmes des citoyens lambda par nature. Les rôles et les statuts publics doivent évoluer pour éviter qu'un citoyen lambda intégré dans un système quelconque ne devienne par sa fonction un citoyen

systemisé (fonctionnaire zélé, agent discrétionnaire, technocrate calculateur, rond de cuir paresseux...) agissant contre ou à l'encontre des autres citoyens. Il est absolument nécessaire dans le cadre d'une véritable démocratie respectueuse de chaque citoyen que tout acteur systémique, institutionnel ou d'État, puisse agir majoritairement de manière disponible, bienveillante, respectueuse, favorable envers tout concitoyen non objectivement délinquant. L'esprit de responsabilité doit éviter toute pratique « dans le dos » en ne suivant pas les ordres et les consignes indus pouvant altérer les rapports d'intelligence relationnelle avec le citoyen lambda. Tout ce qui ressort des contrôles discrétionnaires, de la peur du gendarme, de la surveillance méfiante, du flicage, de la traque des comportements non dociles, de la discrimination au faciès, de la contrainte autoritaire, du discours péremptoire, des messages administratifs impersonnels, de l'automatisation avec impossibilité de contact direct, doit disparaître du champ sociétal moderne. C'est la raison pour laquelle il est absolument nécessaire de changer de paradigme systémo-culturel fondé sur la relation père normatif-enfant (père normatif pour les représentants de la fonction publique et enfant pour les citoyens devant obéir). Le néo-paradigme digne d'une société vraiment évoluée est celui capable d'entretenir une relation système/citoyen de type adulte-adulte, donnant-donnant, gagnant-gagnant, toujours dans le cadre d'un pur esprit de réciprocité et d'équité. Cela suppose de nettoyer et d'évacuer du champ public toutes les inerties sociales et collectives, le politiquement correct docilisé et standardisé. C'est aussi refuser les pesanteurs du passé dans ses conservatismes négatifs ou déceptifs.

Il est par ailleurs couramment observable que les responsabilités statutaires et pénales sont fortement diluées dans les institutions publiques du fait principal que l'on ne sait pas vraiment qui est le décisionnaire principal tant l'organigramme est vaste, voire diffus, et que l'application résulte presque toujours en amont de la volonté du législateur. De ce point de vue, sauf à perdre un emploi, être reclassé ou voir son évolution de carrière stoppée, la technocratie, la mandature politique, la magistrature, le statut de fonctionnaire, sont relativement protégés des mauvaises décisions, voire de l'impéritie dans l'exercice de la fonction. Il est clair que cet état de fait ne favorise pas l'esprit de responsabilité dans l'adversité et encore moins le sens de la responsabilité sociétale, alors que la responsabilité pénale apparaît écrasante tout azimut pour le simple citoyen en situation de déviance. Selon la fameuse formule « responsable mais non coupable », l'orthodoxie dans les services publics (sauf faute majeure médiatisée) consiste à protéger généralement l'impétrant gradé et haut gradé par le bouclier du silence et celui du règlement de compte en interne. Le citoyen est généralement évacué du processus, sauf en cas de tribunal populaire. L'irresponsabilité au sens moral se nourrit généralement de mensonge, de langue de bois, de rétention d'information, de déni de réalité, de non-engagement, de position binaire radicale. Autant d'attitudes vécues comme rassurantes pour soi-même et protectrices pour sa carrière. Naturellement dans l'univers institutionnel, comme ailleurs, il ne faut pas généraliser et mettre tout le monde dans le même sac sachant qu'il existe fort heureusement des personnels dynamiques, sains, matures, courageux, ayant le sens de l'honneur et de la responsabilité. Des qualités humaines qui se heurtent souvent de front à la rigidité du fonctionnement interne, à l'inertie du milieu d'activité, à l'ambiance du service, aux directives hiérarchiques plus moins dures et intransigeantes. Il est toutefois clair que dans tout système employeur, rémunérateur, valorisateur de statut, la loyauté prime généralement sur la vérité et la transparence dues normalement aux autres concitoyens. Une loyauté qui repose souvent sur la défense conjointe de ses propres intérêts et des positions

spécifiques de son milieu d'activité, de cœur ou d'adhésion. Une loyauté d'engagement qui ne doit pas s'associer forcément aux valeurs fortes évolutionnaires portées et appliquées par les citoyens les plus affirmés et avancés. Aussi malgré la valeur intrinsèque de certains personnels actifs, loyaux, responsables, compétents, au sein des institutions nationales et épiphénomènes sociétaux, il existe pourtant en eux une absence, une déficience d'application, sur certaines autres valeurs ne les rendant pas capables de s'affirmer à 360° ou autant qu'ils le devraient. Être très fort en certains domaines et très faible dans d'autres n'est pas le gage d'un réel aboutissement de soi. De la même manière, il ne suffit pas de défendre l'ordre, le faible, la veuve et l'orphelin, pour se considérer au top de la contribution citoyenne, de la moralité, de la justesse sociétale, et encore moins lorsque l'on malmène indirectement et/ou parasite l'existence d'autres acteurs en société tout aussi respectables. L'homme vraiment adulte, libre et abouti, ne ressent pas le besoin d'être dirigé par une autorité quelconque, encadré dans ses initiatives, soumis à des règles, lois et procédures, ou encore être protégé par un système hiérarchisé ou une entité rémunératrice. Même la contractualisation au nom de contreparties, de valeurs éthiques et déontologiques, ne saurait valider la nature de l'engagement assujéti à des conditions imposées, dès lors que cela altère la légitimité d'exercice des vraies valeurs évolutionnaires.

En fait, les décisions directives émanant des instances publiques ont un impact d'autant plus grand sur le comportement du citoyen lambda que les conséquences et les effets ultérieurs s'effectuent sans son acquiescement direct. Même sous prétexte de mandat accordé aux dirigeants, élus et parlementaires, même si la délégation et l'intermédiation ont une utilité pratique dans la gestion globale d'un État ou d'un système quelconque, le verso importé de ses pratiques nourrit un défaut continu de responsabilité sociétale. En ce sens, le vote, la votation, le mandat, la délégation, la représentation, fondant la plupart des démocraties partielles ou de système, est globalement irresponsable des conséquences sur la société en général et le citoyen en particulier. Être responsable d'une décision initiale ne présume nullement de l'irresponsabilité sociétale dans les conséquences ultérieures. En dissociant la décision publique de la conséquence collective, privée et intime, toute institution et organisation systémique fonctionne dans l'irresponsabilité sociétale. Une irresponsabilité d'autant plus grande que celle-ci repose sur un véritable paradoxe systémique qui est de protéger leurs auteurs par le biais des constitutions nationales, des lois, des règlements, des procédures, des usages validés par les élus, les législateurs, les gouvernances précédentes ou en place. On observe ainsi que l'omniprésence, voire l'omnidominance, de la règle et de la loi se substitue en matière publique et systémique au véritable esprit de responsabilité provenant naturellement de la légitimité du ressenti personnel, du for intérieur, de l'intime conviction, de la conscience honnête. C'est en cela que la plupart des systèmes classiques et conservateurs sont imparfaits, voire mauvais, par la double peine de leur fonctionnement rigide et artificiel (procédure, lois, normes, règles...) et par l'irresponsabilité sociétale face au présent et surtout l'avenir.

La non ou faible responsabilisation sociétale en provenance des institutions et des entités systémisées découle largement des deux constats suivants :

. **L'oubli fondamental de la différence** dans l'unicité humaine conduisant tout droit à l'indifférenciation des citoyens et à l'égalité dogmatique prônant le conformisme, l'uniformité, l'invariabilité dans les pratiques. Il en ressort mécaniquement un premier type de distanciation agissant sur la moindre

motivation à se responsabiliser soi-même au sein de son propre système d'appartenance en cherchant à se protéger constamment des critiques internes et externes.

. **L'accumulation de lois**, procédures et couches normatives amplifiant mécaniquement et artificiellement l'irresponsabilité sociétale comme principe substitutif d'action/réaction. Ce n'est plus l'homme décisionnaire au sein des systèmes qui est responsable mais la loi, donc personne. La fuite en avant dans l'addition législative et normative conduit à ce qu'une société tout entière se bride, se censure, se pénalise, se fustige, s'étouffe à cause de ses propres excès en la matière, alors qu'il faudrait faire tout le contraire dans le cadre d'une forte soustraction législative et normative.

De manière générale, plus une entité agit de manière indifférenciée, dépersonnalisée, déshumanisée, plus elle devient lointaine, antagoniste et sans intérêt pour le citoyen. Comment dans ces conditions obtenir le respect du citoyen, sa participation, sa coopération, lorsqu'un système fait tout pour créer et entretenir une distance avec lui ?

La dictature des procédures

La démocrature est le verso obscur de la démocratie se matérialisant toujours au départ par une inflation normative dans les procédures, les règles internes, les lois liberticides. La dictature n'est pas seulement d'ordre politique ou militaire. Il existe d'autres formes de dictature moins visibles et plus surnoises comme celles des procédures administratives, de la moralité intégriste, du résultat forcé, du management dur, etc. Autant de formes de dictatures qui plombent et pourrissent la vie des citoyens en surresponsabilisant inutilement les plus dociles, fragiles, faibles et subordonnés, tout en déresponsabilisant les entités dominantes, dirigeantes et l'élite à l'origine de tout. C'est pour cela que l'esprit de responsabilité est une dimension essentielle de la démocratie, sans quoi il n'y a pas de démocratie. Et c'est toute la problématique fonctionnelle au cœur même de nombreuses institutions étatiques que de constater, au-delà des sanctions disciplinaires internes, que la plupart de celles-ci échappent à la sanction collective et citoyenne. La non-application du principe de réciprocité dans le sens Citoyen → Institution, invalide d'une certaine manière la légitimité et la légalité des actions et des décisions prises à l'encontre du citoyen par les partis politiques et les gouvernances en place. À cet égard, même le vote ne s'assimile pas au principe de réciprocité et doit être considéré comme un simple moyen légal de s'exprimer de manière binaire sous forme de goulet ou d'entonnoir démocratique.

On peut alors se demander pourquoi accepter dans un régime démocratique (présidentiel, parlementaire) la permanence d'un unilatéralisme léonin (régalien, prépotent, hiérarchisé, directif) de nature à priver le citoyen de son esprit de responsabilité pour ne lui faire appliquer qu'un « esprit de docilité » ? De la même manière, freiner à la base l'esprit de démocratie entre une **gestion prioritaire de l'existant** ne pratiquant que la realpolitik liée aux développements de l'actualité et un **accès lent et contrôlé** du droit libertaire est un pur non-sens dans une société dite moderne. C'est nier ou repousser les attentes discernées et horizontalisées du citoyen adulte, éduqué, cultivé, informé, affirmé, autodiscipliné, en privilégiant les méthodes directives verticalisées issues du rapport obsolète Parent (État)/Enfant(citoyen). En inversant délibérément l'idéal démocratique en

pragmatisme gestionnaire, les institutions officielles ne font que pratiquer la politique du fait accompli à la fois par la loi, les obligations imposées, les promesses non tenues pour demain, la communication lissée et partisane, les chiffres manipulés, les statistiques malhonnêtement orientées, l'espoir évolutionnaire illusoire. Tant que perdure cet état d'esprit systémisé destiné à protéger les instances officielles et les partis au pouvoir, on ne peut envisager de réelle amélioration sociétale. Tant que les institutions ne sont pas capables de se remettre en cause de l'intérieur, de s'autocritiquer, de critiquer ouvertement les limites et les erreurs de gouvernance, d'accepter le veto et le diagnostic citoyen, il est à craindre que ne se perpétuent les décalages délétères entre la réalité terrain du vécu des peuples, les attentes citoyennes modernes et la vision formatée, voire conservatrice, des dirigeants. C'est la persistance de ce décalage qui anéantit le « rêve démocratique », qui tue l'esprit de démocratie et qui, par conséquent, déresponsabilise le plus grand nombre face à l'incapacité à atteindre et réaliser ce rêve. Le rêve démocratique devient alors une illusion démocratique au profit du pragmatisme systémique.

Ce qui est sûr, c'est que le sens donné à l'esprit de responsabilité comme à la liberté d'action est bien différent selon que l'on soit libre citoyen, personnel fonctionnarisé, collaborant d'une institution, actif ou décisionnaire au sein d'une entreprise, ou encore non actif, assisté, passif, suiveur. Il est également évident que la notion de liberté d'action et d'expression dans un cadre purement démocratique est bien différente de celle pratiquée par tout pouvoir dominant au sein d'un système ou d'un régime politique quelconque. Sous l'angle systémique, l'action liberticide imposée par la loi est considérée comme une mesure d'ordre public et de protection sociale contre les déviances possibles. Il est clair que la représentation mentale et intellectuelle dominante au sein des systèmes est généralement focalisée sur le contrôle des masses et la défense des acquis institutionnels via une application stricte des lois, normes, règles, devoirs, procédures, interdictions, limitations... La posture systémique explique pourquoi celle-ci ne se considère pas comme liberticide dès lors qu'elle assure la protection virtuelle ou pratique d'une partie des concitoyens (assistance, sécurité, défense, aide, soutien, services rendus...). Dans cette optique, l'action d'État et/ou institutionnelle est jugée bien plus décisive et importante que la revendication des libertés individuelles et citoyennes. Une posture qui, au fil de l'histoire, est devenue une grave erreur sociétale dans la gouvernance des peuples éduqués. En voulant sans cesse réitérer, copier, dupliquer les modèles du passé ou ceux de l'existant connu, se développent des logiques intermédiaires hautement relatives entre ce que l'on sait déjà, ce que l'on attend et ce que l'on comprend de la situation. La logique intermédiaire, ou logique relative, appliquée dans la gestion des systèmes, est la même que celle utilisée dans les sciences et dans l'Intelligence Artificielle (IA).

Le problème fondamental est que ce type de logique est contraint par nature. Il est limité, encellulé, « enneuronné », enfermé, contraint, prisonnier de ce que l'on sait, de ce que l'on veut et de ce que l'on comprend en tant qu'espèce humaine. Une humanité certes intelligente, mais au cerveau culturellement formaté. Autant dire que la conscience humaine et la connaissance humaine, même chez l'individu intelligent et cultivé, représentent une goutte d'eau, au mieux un verre d'eau, en regard des milliers au carré de réalités, de savoirs, d'activités, d'expériences, d'informations, de stimuli, disponibles dans l'univers entier. Il en découle que tout raisonnement humain relève d'une logique intermédiaire fortement relative par rapport à l'infini du savoir absolu. Rien n'est donc plus relatif qu'une posture

systemique rigide et déconnectée de la réalité terrain du vécu humain et citoyen. De plus, sans capacité à produire par soi-même des idées neuves, de la pensée créative, de la conception en rupture du connu, un imaginaire positif et ambitieux, l'esprit humain est condamné à répéter ce qu'il sait par rapport à ce qu'il comprend. C'est tout le problème de la systématisation lorsque celle-ci domine et soumet le citoyen par le dogme, la haute technologie et/ou l'IA.

Le primat de l'approche gestionnaire

Par ailleurs, le primat de l'approche gestionnaire et économique (profit financier, résultat à court terme, objectif budgétaire, réduction des coûts, prélèvement, taxation, imposition, productivité du travail...) ne consacre qu'une moitié de la problématique sociétale en éludant, à la fois, le social au sens large et le développement des droits et libertés. Dans la prise en compte directive et prioritaire de cette moitié du problème, on oublie que le défaut d'exercice plein et entier des droits et libertés, dès lors que ceux-ci sont en résonance directe avec les attentes humaines et la Demande citoyenne, ne peut nullement favoriser une dynamique existentielle qualitative. L'atteinte du meilleur collectif et individuel n'est pas possible, sauf à consacrer comme normal une médiocrité d'ensemble ne permettant pas d'engendrer une haute valeur ajoutée dans les rapports interhumains et systémiques. Il est même possible de dire que la gestion pour la gestion est à finalité négative, voire destructrice en termes d'évolution sociétale, alors que le développement social et libertaire maîtrisé produit toujours davantage de positif que de négatif. Le développement continu, profond, qualitatif, des droits humains et des libertés citoyennes dans leurs formes les plus qualitatives, discernées, réciprociées, positives, est sans doute l'axe évolutionnaire le plus démocratique qui soit et le plus précieux pour l'homme et la femme moderne. Il s'agit en fait de sortir des logiques systémiques qui ne voient majoritairement que l'intérêt d'État, l'intérêt politique ou celui de l'entité concernée via l'encadrement général ou de masse, les mesures d'ensemble, les grands équilibres financiers et économiques, même si les actions menées sont généralement affinées et ciblées selon les types d'activité et/ou le profil des acteurs sociétaux. La logique d'ensemble ou de masse n'est pas et ne sera jamais la logique citoyenne, tant que le citoyen n'est pas le destinataire final à privilégier et qu'il n'est pas au centre actif de la décision le concernant.

Il découle de l'excès gestionnaire institutionnel, économique et administratif quatre corollaires sociétaux qui s'imposent *de facto* aux dépens du développement positif des droits et libertés citoyennes :

. **Le premier corollaire** est que les institutions sont faites pour les dominants politiques, technocratiques, financiers et économiques, en leur accordant légalement le pouvoir, les moyens et l'autorité nécessaires pour protéger leurs intérêts, exercer leurs ambitions, imposer leurs visions, sur la grande masse des autres.

. **Le second corollaire** est celui de la justification légale, morale et dogmatique de la force et de la décision unilatérale pour la protection étatique, systémique et organisationnel, face à la grande masse des citoyens. Cette posture conduit à faire accepter la primauté existentielle du système par des règles binaires à fort grégrisme et/ou par le bas du coercitif. Cette orientation directrice limite *de facto* toute forme de libération, de qualification, d'évolution des populations, par le haut de l'autonomie mentale, de la libre affirmation de soi, du libre choix, de la libre indépendance comportementale.

. **Le troisième corollaire** induit que plus les institutions sont nombreuses, plus elles forment un agrégat civilisationnel, une société en soi, une matrice sociétale, exportant leurs lois, règles, dogmes, sur la grande masse des autres. Elles additionnent et accumulent les murs de pierres et de verres, les plafonds de verre, ainsi que l'étroitesse grandissante du maillage législatif, jusqu'à étouffer la vie citoyenne par excès d'administration, de légalisme, de procédure, de prélèvement, de technocratie.

. **Le quatrième corollaire** démontre que toute forme d'inflexion conservatrice et d'orientation dirigiste imposées par la culture dominante et les méthodes employées dans les institutions dominantes, a pour conséquence d'interagir sur la psyché humaine, la mentalité et le comportement de la grande masse des citoyens. La structure et l'ambiance sociétale ou organisationnelle résultant de ces inflexions déforment, handicapent, inhibent la conscience humaine des acteurs concernés. Elles détournent également les potentiels évolutifs en matière de citoyenneté avancée au profit d'un lissage collectif vers la médiocrité (bridage humain) et la médiocratie systémique (posture conservatrice, autoritarisme, formalisme, intégrisme, acceptation de la soumission, docilité obéissante...).

Dans ces conditions, il est clair que l'esprit de gestion lorsque celui-ci s'applique de manière puissante et dominante, réduit *de facto* l'esprit de développement jusqu'à devenir la normalité sociétale comme principal objectif de résultat oubliant toute l'importance de la réalité humaine et citoyenne !

Combattre l'irresponsabilité systémique

Il est observable que tout fonctionnement fortement systémisé et/ou hautement technologisé contrevient, d'une manière ou d'une autre, au fonctionnement inné de la nature humaine (ou des animaux et végétaux). La réaction est alors souvent entropique (désordre, chaos, perturbation, désorganisation, confusion...) donc non évolutionnaire, faisant alors que le négatif ainsi produit nécessite d'être lui-même contenu par tout un arsenal de mesures coercitives d'encadrement. En un mot, le négatif systémique nourrit le négatif systémique en produisant un cercle vicieux collectif, industriel, sociétal, voire civilisationnel. Un « autocausalisme » à polarité négative augmentant constamment la quantité et l'intensité des maux psychosociaux ressentis avec, parallèlement, une amplification de l'offre sécuritaire en matière de contrôle humain et technologique, de surveillance des masses, de système invasif dans les données personnelles... Ce mouvement global est d'autant plus paradoxal dans les sociétés éduquées, voire toxique et destructif dans la durée, qu'il s'inscrit dans une normalité apparente au sein de la vie collective. L'entêtement forcé à continuer dans cette voie face au danger de renversement, d'éclatement, d'écartement des leviers du pouvoir, fait que les responsables d'entités systémiques prennent généralement deux options : soit sauter du train en cours de route (fuir les postes exposés, laisser tout en place, se mettre au vert, ne plus faire parler de soi...) soit amplifier les mesures de containment (endiguement) en cumulant alors 3 réflexes systémiques :

- . Durcir encore davantage les règles et les pratiques dans certains segments de la vie collective.
- . Revenir en arrière, régresser vers un conservatisme plus dur, plus normatif, plus rigide, moins tolérant.
- . Utiliser la force et la répression sans chercher ni le consensus, ni aucune solution évolutionnaire ou sortie par le haut.

C'est généralement la logique systémique que de s'entêter dans la certitude d'avoir raison contre tout le monde. C'est même comme cela que l'on reconnaît un individu sous emprise systémique. Pourtant, il est tout à fait possible de faire autrement en transférant la responsabilité systémique vers la responsabilité citoyenne. Il suffit pour cela de laisser aux citoyens eux-mêmes le soin de gérer/développer les situations les impliquant, via des e-tribunes interactives, des sites coopératifs et participatifs sécurisés, des organisations collectives horizontalisées et non hiérarchisées. La principale condition est que les dogmes conventionnels invariables soient remplacés par les attentes explicites, construites, actualisées, du plus grand nombre de concitoyens locaux ou impliqués. Le passage entre le mode d'irresponsabilité systémique et le mode de responsabilité citoyenne suppose d'agir à la source des décisions en réorganisant le fonctionnement au sein des institutions et épiphénomènes sociétaux par :

- . Des mandats exécutifs à durée limitée et non automatiquement renouvelables (pas de carriérisme).
- . Une délégation et intermédiation contractualisée, précise, bien informée (contrôle permanent).
- . Un turnover régulier dans la direction des opérations (changement de tête en interne).
- . Des personnalités dirigeantes disposant obligatoirement d'une véritable compétence, d'un esprit de responsabilité, d'un discernement opérationnel, d'une proactivité constructive, d'une mentalité animée par la positivité, l'ouverture d'esprit, l'équité, la droiture dans le comportement (profil aux valeurs évolutionnaires).
- . La capacité à agir, réagir, décider de manière autonome et différenciée (discernement, légitimité, évidence, personnalisation...), en faisant preuve d'esprit de réciprocité soit tout le contraire du dogmatisme de la lettre de la loi, de la psychorigidité, du comportement standardisé et conformiste.

C'est d'ailleurs en l'absence de ces primats évolutionnaires et de ces qualités individuelles au sein des pouvoirs en place que l'on distingue un mauvais système (pouvoir captif) d'un bon système (pouvoir partagé). Si l'on considère que tout système en place s'apparente à une citadelle quasi imprenable de l'extérieur et bien mieux armée pour se défendre que le simple citoyen lambda, la bonne posture à adopter face à une rigidité, une intolérance, un abus, un arbitraire, une injustice notable, repose sur 4 principes décisifs :

- . **Manifester une détermination absolue** (ténacité, opiniâtreté, constance...) pour atteindre le but fixé, demander justice, se faire respecter, rééquilibrer la situation.
- . **Faire valoir ses droits** légaux et légitimes, ses opinions et positions discernées, en utilisant ses propres moyens mêmes limités, voire non conventionnels, en créant des ruptures de méthode, de communication, de négociation (être créatif, surprendre, changer le terrain d'affrontement...).
- . **Etre patient(e)** dans la volonté d'évacuer, d'éliminer, de dégager, d'effacer, rapidement ou progressivement du devant de la scène, les « mauvais », les « toxiques », les « ennemis », en faisant en sorte qu'ils payent dans l'avenir ce qu'ils ont fait dans le passé et/ou le présent.
- . **Compter sur les effets du temps** pour rééquilibrer naturellement la parole vraie ou fautive, l'image bonne ou mauvaise des uns et des autres, en attendant que « les pierres remontent du jardin » (secrets, affaires, non-dits, vérité exacte des faits...).

Ces 4 démarches de principe permettent d'engager un premier type d'action par

la « petite porte » ou par « la fenêtre » avec la possibilité au final de sortir par la grande porte. Dans le même temps, lorsque des entités systémiques, des personnes morales et/ou des responsables politiques, institutionnels, éducatifs, administratifs, économiques, financiers, industriels, militaires, sécuritaires, sociaux, médiatiques, judiciaires... sont clairement identifiés comme responsables, coupables ou malfaisants (pervers, menteur, manipulateur, calomniateur, imposteur, hypocrite, tricheur...) il est nécessaire de procéder activement en 3 temps :

1. Premier temps : Être stratège en agissant sur le court, moyen et long terme. La première règle consiste à éviter autant que possible un affrontement personnel direct et facial au risque alors d'épuiser ses forces, parasiter sa propre image et/ou jouer contre la cause défendue (sauf à être très sûr de soi et de sa force mentale à pouvoir assumer seul la crise. La seconde règle consiste à s'appuyer et ne faire confiance qu'à son propre mental avec la conviction profonde d'être dans son bon droit. La peur n'est pas de mise avec la volonté indéfectible d'affirmer ses droits, ne rien lâcher, ne rien laisser tomber en cours de route, ne jamais repartir en arrière. La troisième règle à adopter consiste à se positionner dans une dynamique de plus grande honnêteté intellectuelle face à toute forme d'interrogation, injonction, critique, diffamation, reproche, en prenant clairement position entre le Oui et le Non en matière de responsabilité. L'esprit de responsabilité animant ce premier temps de réponse induit 3 bonnes postures à prendre et une mauvaise à fuir :

- **Posture 1** (bonne) : Je suis effectivement directement responsable ou coresponsable de ce qui est dit ou reproché et **je dis Oui** à l'accusation ou à la critique en le confirmant sans ambiguïté et en assumant complètement les conséquences. C'est la posture du courage mental et de l'honnêteté intellectuelle qui devrait impliquer dans l'absolu la division par 2 de la peine normalement encourue.

- **Posture 2** (bonne) : Je ne suis absolument pas responsable de ce qui est dit ou invoqué et **je dis Non** sans ambiguïté ni tromperie. Il n'est pas forcément nécessaire de le justifier pour être cru, car dire Non c'est s'engager sur l'honneur, sur la dignité, sur la crédibilité. Il s'agit-là d'une posture de clarté, de loyauté envers les autres, de fermeté et de bonne foi, qui ne nécessite aucune condamnation ou, à défaut, le bénéfice du doute.

- **Posture 3** (bonne) : Je distingue clairement les faits entre eux en répondant **Oui** pour les faits dont je suis responsable ou coresponsable et **Non** pour les autres. C'est la posture du discernement, de la franchise, de l'objectivité, avec dans l'absolu une réduction de peine ou de sanction pour raison de transparence, facilitation, gain de temps et d'énergie dans l'instruction du dossier.

- **Posture 4** (mauvais) : **je mens, je nie, je mystifie**, je justifie par des arguments spécieux, je repousse toute forme de responsabilité. C'est la posture type de la malhonnêteté intellectuelle, de la lâcheté à ne pas assumer, du mensonge patent, qui nécessite dans l'absolu un doublement de la peine normale si la preuve est faite d'une obstruction patente, déloyale et malhonnête à la vérité.

Les postures 1, 2 et 3 sont celles des hommes et des femmes « biens » qui font économiser beaucoup d'énergie et d'argent à la collectivité comme aux institutions policières et judiciaires. La posture 4 est celle des « mauvais » qui ne méritent aucun traitement favorable ni dans l'application de la sanction ni dans l'image donnée dans le futur de l'histoire (2^e et 3^e temps ci-dessous).

2. Deuxième temps : Identifier nommément et de manière précise tout responsable direct, tout ennemi du citoyen, coupable de malversation (agression, violence, oppression, manipulation, injustice, harcèlement, mensonge, détournement...) comme de déresponsabilisation patente (politicien, haut responsable, technocrate, magistrat, agent, fonctionnaire...).

La première étape consiste à compiler des faits précis, des dates, des situations contextuelles, ainsi que par tout élément tangible, en vue de former un dossier préliminaire déposé dans plusieurs clouds différents pour être soumis plus tard à l'appréciation des générations suivantes. La meilleure façon de faire consiste à agir en underground (de manière non visible, confidentielle).

L'objectif est de faire confiance au temps et à l'histoire future pour qu'un jour remonte à la surface une autre vérité afin permettant de rendre la vraie justice sociale (et non judiciaire) auprès de la famille, de l'opinion publique nationale, de la communauté internationale.

L'ensemble de la démarche consiste à dire à celui qui gagne illégalement la bataille aujourd'hui qu'il le paiera au décuple plus tard en termes de dégradation d'image, de révision du jugement sur lui ou elle, d'opprobre sur son parcours personnel et/ou public. La critique pourra également concerner la désacralisation des actions menées et la négation de tout ce qui a été fait auparavant sans compter l'impact négatif sur l'image et le nom des descendants et collatéraux. Il s'agit-là de miser sur une réciprocité différée dans le temps, dès lors que celle-ci n'a pu s'appliquer normalement durant la période d'exercice du pouvoir ou de dominance.

3. Troisième temps : Dynamiser et volontariser son engagement de façon à le rendre concret, public, matérialisé, en faisant valoir ses droits, en libérant la parole et/ou en appliquant une forme de réciprocité. Il existe pour cela 4 types d'action à mener conjointement :

- . Dire ce que l'on va faire et le faire dans les termes indiqués
- . Ester en justice si nécessaire avec l'aide d'un conseil juridique
- . Utiliser les réseaux associatifs, sociaux et médiatiques
- . Continuer à se défendre par soi-même en prenant différentes initiatives

L'objectif de ces démarches de self-défense contre les excès et déviances systémiques consiste à ne jamais rien laisser passer qui ne soit rééquilibré par la suite. Vu sous l'angle du citoyen adulte, il est absolument anormal qu'un système protège d'abord les siens et ses intérêts au détriment des autres, soit aveugle, sourd, directif, fermé face aux demandes citoyennes légitimes, impose une maltraitance morale, psychologique, économique, sociale, aux minorités et aux populations sous prétexte d'ordre, de sécurité, d'intérêt supérieur de l'État !

Hub Societhon

Vous avez 4 possibilités pour participer à l'Esprit du Societhon

1. Diffusion du Hastag : N'hésitez pas à diffuser cet Hastag auprès de vos proches et d'en discuter ensemble.

2. Devenir co-auteur(e) : Vous avez déjà publié, écrit, communiqué sur un sujet s'appliquant au fonctionnement sociétal, citoyen et/ou démocratique et vous souhaitez apporter gratuitement votre contribution à cet Hastag. Rien de plus simple, après réception et bonne conformité de votre texte avec l'Esprit du Societhon, nous l'incluons gratuitement sous forme de fichier PDF ou à partir d'un lien permettant l'accès à votre site ou blog. Le transfert s'effectuera directement à partir d'un mot choisi par vous-même au sein de cet Hastag sur lequel il suffira de cliquer. Nous le soulignerons et le signalerons au lecteur afin qu'il puisse ainsi consulter votre contribution à tout moment.

3. Apporter des solutions : Vous avez déjà testé des applications de démocratie ou de citoyenneté avancée ou vous souhaitez proposer des solutions ou réponses concrètes dans l'esprit du Societhon. Nous établissons gratuitement dans cet Hastag et sur notre site un lien direct avec vous, votre association ou votre groupement de citoyens.

4. Traduire et diffuser les contenus à l'international ou dans un pays précis en devenant partenaire, coéditeur, diffuseur. Que vous soyez étudiant(e) dans une langue étrangère, traducteur indépendant, éditeur, galerie d'art, fondation, association ou société intéressée par la diffusion du livre « l'Esprit du Societhon », les autres livres et contenus monthomiens ou encore par les œuvres authoristes, les tableaux, les microtoiles réalisées pour chaque Hastag, n'hésitez pas à prendre contact avec nous de manière confidentielle.

Toutes les informations utiles sont disponibles sur le site : www.societhon.com

Courriel direct avec l'auteur : monthome@bookiner.com